

Evolution économique de l'agriculture suisse en 2012

Rapport principal n° 36 du Dépouillement centralisé des données comptables (série temporelle 2003–2012)

Septembre 2013



L'année 2012, relativement moyenne, n'a pas pu réitérer les excellents résultats de l'année végétale 2011. (Photo: Robert Meier, Agroscope)

Auteurs

Dierk Schmid et Andreas Roesch,
ART
dierk.schmid@agroscope.admin.ch
andreas.roesch@agroscope.admin.ch

Impressum

Edition:
Station de recherche Agroscope
Reckenholz-Tänikon ART,
Tänikon, CH-8356 Ettenhausen,
Traduction: ART

Les Rapports ART paraissent
environ 20 fois par an.
Abonnement annuel: Fr. 60.–.
Commandes d'abonnements
et de numéros particuliers: ART,
Bibliothèque, 8356 Ettenhausen
T +41 (0)52 368 31 31
F +41 (0)52 365 11 90
doku@art.admin.ch
Downloads: www.agroscope.ch

ISSN 1661-7576

En 2012, les revenus par exploitation ont baissé par rapport à l'année précédente, en grande partie du fait des rendements plus bas dans la production végétale. Le revenu agricole se monte à 56 000 francs par exploitation, contre 59 500 francs l'année précédente, ce qui représente une baisse de 5,9 %. Le revenu agricole rémunère 465 200 francs de fonds propres investis dans l'exploitation ainsi que le travail de 1,21 unité de main-d'œuvre familiale par exploitation. Grâce à la nette baisse des taux d'intérêt, le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale à plein temps a augmenté de 0,5 % par rapport à 2011, passant de 43 500 à 43 700 francs. La variation du revenu du travail par rapport à l'année précédente dépend considérablement du type d'exploitation. Les exploitations de transformation par exemple, ont pu augmenter leur revenu du travail par unité de

main-d'œuvre familiale de 28 % par rapport à l'année précédente, notamment grâce aux bons résultats de la production porcine. Les exploitations de grandes cultures ont, quant à elles, accusé une baisse de 9 % de leur revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale, car l'année 2012, relativement moyenne, n'a pas pu réitérer les excellents résultats de l'année végétale 2011.

Le revenu extra-agricole reste au même niveau qu'en 2011. Il représente 32 % du revenu total. Le revenu total par exploitation a baissé de 3 500 francs (–4,0 %) pour atteindre 82 700 francs.

Des résultats détaillés portant sur l'ensemble de l'exploitation se trouvent dans les tableaux des pages 10 à 19.



Principes

Les résultats du Dépouillement centralisé des données comptables se basent sur les données provenant d'exploitations agricoles dont la comptabilité de gestion a été établie selon des critères uniformisés. Divers documents relatifs aux aspects méthodologiques du Dépouillement centralisé des données comptables sont disponibles sur Internet (www.agroscope.admin.ch/Dépouillement-centralisé sous → Publications), par exemple:

- Principes méthodologiques
- Directives pour le catalogue de données
- Glossaire d'une sélection d'indicateurs clés

L'échantillon n'a pas été sélectionné au hasard. Compte tenu du concept d'échantillonnage choisi, la composition de l'échantillon peut varier d'une année à l'autre. Des exploitations quittent l'échantillon, tandis que d'autres y entrent. Cette modification de la composition des exploitations peut influencer les résultats agrégés (effet d'échantillonnage). L'effet d'échantillonnage peut être éliminé en ne tenant compte que des exploitations qui sont présentes à la fois cette année et l'année précédente dans l'échantillon du Dépouillement centralisé (exploitations comparables). Le tableau 3 juxtapose les résultats (pourcentage de variation par rapport à l'année précédente) des exploitations de référence par rapport à ceux des exploitations comparables. Lorsque les résultats des exploitations de référence s'écartent nettement de ceux des exploitations comparables, le texte le mentionne. Un remaniement du système est en cours afin que les exploitations puissent être sélectionnées de façon aléatoire.

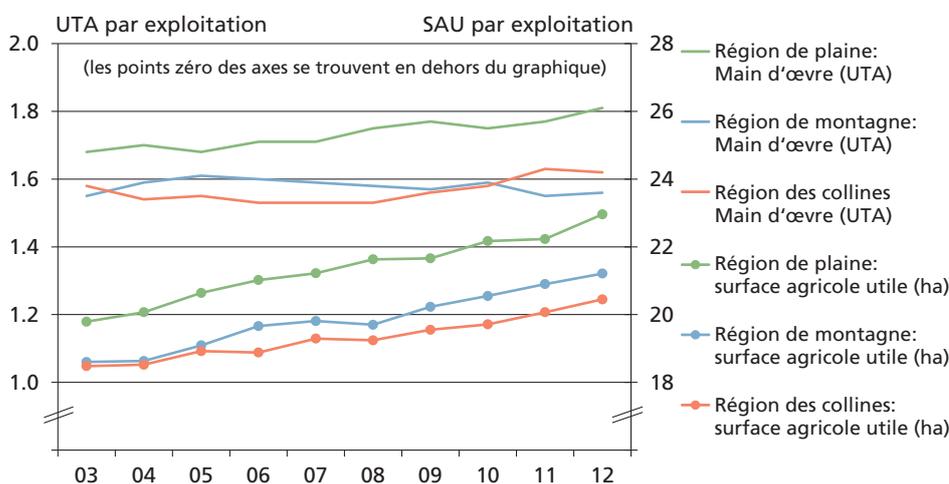
Structure des exploitations

En 2012, les exploitations de la région de plaine employaient en moyenne 1,81 unité de main-d'œuvre (unités de travail annuel). Dans les exploitations des régions de collines et de montagne, ce chiffre s'élève à 1,62, respectivement 1,56 unité (fig. 1). En région de plaine, 36 % du travail est effectué par des employés tandis qu'en région des collines et de montagne, ce pourcentage est nettement plus bas avec 25 %, respectivement 18 %. Ces dernières années, le

nombre d'employés et le nombre d'unités de main-d'œuvre familiale évoluent dans des directions opposées. Les exploitations ont de plus en plus recours à des employés, tandis que le nombre de membres de la famille actifs sur l'exploitation est à la baisse. En région de plaine, le pourcentage d'employés dans la main-d'œuvre totale de l'exploitation est passé de 29 % en 2003 à 36 % en 2012. Dans la région des collines, sur la même période, le pourcentage est passé de près de 20 % à plus de 25 % et en région de montagne de 16 % à 18 %. Durant l'exercice considéré, la surface agricole utile par exploitation s'élève à 21,8 ha (fig. 1). Depuis 2003, la surface des exploitations a augmenté en moyenne de 2,7 hectares (+14,1 %), ce qui représente une hausse moyenne annuelle de 0,30 hectare. C'est dans la région des collines que la croissance par rapport à l'année précédente est la plus élevée, avec 3,3 %, tandis qu'en région de montagne, la surface ne s'est accrue que de 1,5 %. La surface agricole utile exploitée par unité de main-d'œuvre a augmenté dans les trois régions au cours des dix dernières années (région de plaine: +7,8 %, région des collines: +8,0 %, région de montagne: +13,4 %). En 2012, l'effectif animal s'élève en moyenne à 26,1 unités gros bétail (UGB), ce qui représente une légère hausse de 0,1 UGB par rapport à l'année précédente, soit 0,4 %. Cette augmentation est due à l'évolution positive en région de plaine (+0,3 UGB), tandis qu'en région de montagne, l'effectif animal a diminué de 0,3 UGB. Le fait que la région de plaine ait un effectif animal plus élevé tient avant tout aux effectifs plus importants de bovins (vaches laitières, vaches-mères et taureaux). En région de plaine, la charge en bétail bovin (UGB-FG par ha de surface fourragère principale) s'élève à environ 1,6 UGB-FG/ha, soit plus qu'en région de collines (1,4 UGB-FG/ha) et nettement plus qu'en région de montagne (0,9 UGB-FG/ha).

Prestation brute

La prestation brute moyenne des exploitations s'élève à 259800 francs et reste donc au niveau de l'année précédente. Tandis que les prestations ne varient pratiquement pas en région de plaine, elles ont légèrement baissé dans la région des collines (-1600 francs ou -0,7 %), et ont aug-



Source: Agroscope ART, exploitations de référence du Dépouillement centralisé

Fig. 1: Unités de main-d'œuvre et surface agricole utile de 2003 à 2012.

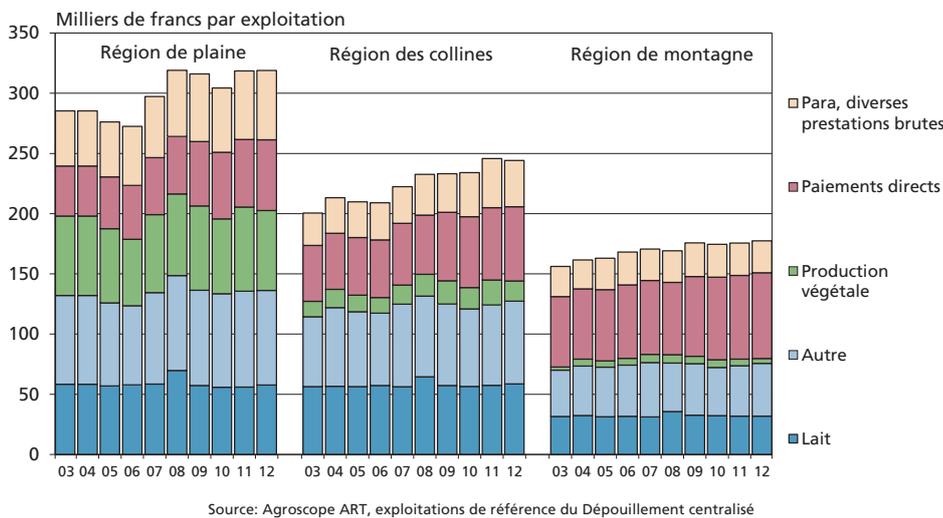


Fig. 2: Prestation brute de 2003 à 2012.

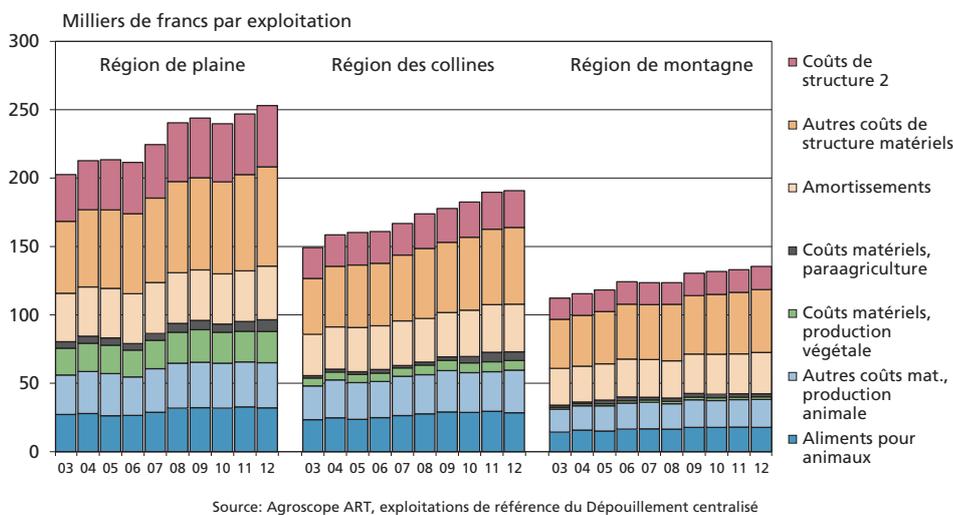


Fig. 3: Coûts réels de 2003 à 2012.

menté par rapport à 2011 en région de montagne (+1800 francs ou +1,1 %; fig. 2). La région de montagne a réalisé la prestation brute la plus élevée de ces dix dernières années. Toutes régions confondues, la prestation brute de la production végétale a baissé en moyenne de 3200 francs (-8,2 %) par rapport à l'année précédente pour atteindre environ 35800 francs. Dans les grandes cultures, les prestations brutes se situent dans la moyenne et sont donc généralement plus basses qu'en 2011, année qui se caractérisait par d'excellentes récoltes dans les cultures de céréales, de betteraves sucrières et de pommes de terre. Ce résultat est dû notamment à la chute marquée de la prestation brute des céréales panifiables (-990 francs ou -15,9 %), des céréales fourragères (-110 francs ou -6,9 %), des cultures de colza (-140 francs ou -8,7 %) et des betteraves sucrières (-300 francs ou -10,6 %). Une récolte fruitière plus modeste par rapport à la très bonne récolte de l'année précédente et la baisse des prix aux producteurs ont conduit à une chute de 1100 francs (-16,1 %) de la prestation brute dans les cultures fruitières. Les prestations brutes des raisins ont baissé de 950 francs (-21,8 %) et ne sont donc pas non plus à la hauteur des excellents résultats de l'année 2011. Les prix inférieurs du bois se sont traduits par une baisse de la prestation brute (-360 francs ou -15,4 %) des forêts agricoles. La prestation brute de la production animale est parvenue à augmenter de 1600 francs (+1,4 %) par rapport à 2011. Grâce à un accroissement de l'effectif moyen de vaches-mères et à des prix en légère hausse sur le marché du bétail

bovin, les rendements de l'élevage de vaches-mères ont augmenté de 520 francs (+9,6 %) par rapport à l'année précédente. La prestation brute de la production porcine a augmenté de 1 % bien que, comme l'année précédente, le marché du porc ait souffert d'une surproduction de porcelets ainsi que d'une offre excédentaire de porcs de boucherie avec, en conséquence, de bas prix aux producteurs. Cette légère hausse est due à des accroissements journaliers et des poids à l'abattage plus élevés que l'année précédente. En dépit de la baisse du prix du lait, la prestation brute du lait et des produits laitiers a augmenté de 1060 francs (+2,1 %), ceci résultant d'une hausse de l'effectif moyen des vaches laitières dans l'échantillon ainsi que d'un accroissement de la production laitière moyenne par vache. En dépit d'une légère baisse de la contribution à la surface, les paiements directs ont augmenté de 2100 francs (+3,4 %). Cette augmentation est due à la croissance des exploitations en surface et à l'augmentation de l'effectif de bétail bovin. Il faut noter que ce résultat est essentiellement dû à un effet d'échantillonnage: les exploitations admises dans l'échantillon en 2012 ont en effet des effectifs de bétail bovin au-dessus de la moyenne. La hausse des paiements directs pour la compensation écologique (+210 francs ou 7,7 %), l'augmentation des contributions écologiques dans l'agriculture biologique (+110 francs ou +16,8 %), la hausse des contributions cantonales et des contributions à la qualité biologique et à la mise en réseau (+660 francs ou +18,8 %) et une participation plus importante (+290 francs

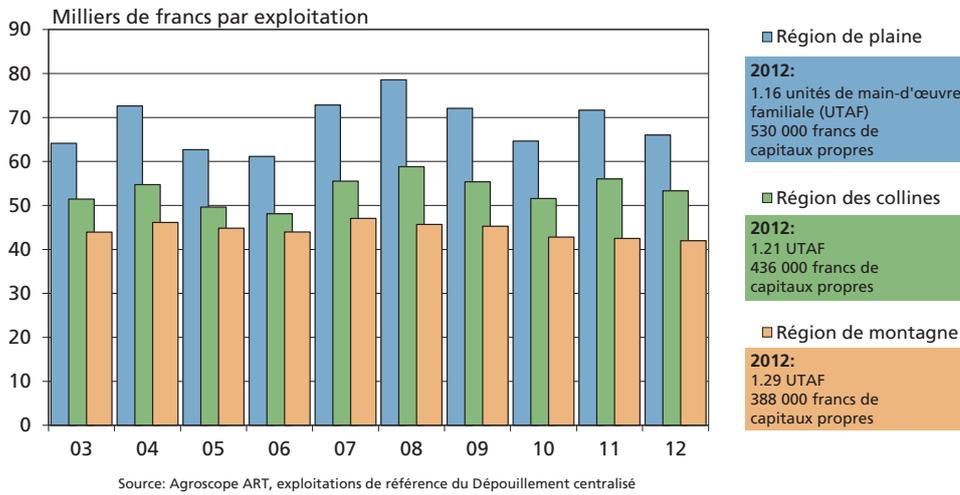


Fig. 4: Revenu agricole par région de 2003 à 2012.

ou +5,6%) aux programmes SST et SRPA ont également contribué à cette évolution.

En raison de la constance des prestations, la part des paiements directs dans la prestation brute totale a augmenté de 23 % en 2011 à 24 % en 2012 en moyenne en Suisse. Ce pourcentage est le plus bas en région de plaine, avec 18 %, tandis que la région des collines et la région de montagne affichent des pourcentages nettement plus élevés, avec respectivement 25 % et 40 %.

totale des coûts peuvent être expliqués par l'augmentation des coûts de structure matériels d'environ 2700 francs (+2,9 %). Cette augmentation est due à la montée des prix de l'énergie (carburant et énergie électrique) ainsi qu'à la progression des coûts de réparation et des amortissements des machines, des installations fixes et des bâtiments. Durant l'exercice considéré, les exploitations ont versé en moyenne légèrement plus de 300 francs de plus de salaires en espèces (+2,5 %) qu'en 2011. Cette augmentation est liée principalement à l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère à la famille.

Coûts réels

En 2012, les coûts réels se montent à 203800 francs par exploitation et ont augmenté de 3400 francs (+1,7 %) par rapport à l'année précédente. En 2012, toutes régions confondues, les coûts réels ont atteint le niveau le plus élevé de ces dix dernières années (fig. 3), la hausse par rapport à 2011 étant nettement plus marquée en région de plaine (+2,5 %) et dans la région de montagne (+1,8 %) que pour la région des collines (+0,6 %).

Les coûts matériels de la production végétale sont pratiquement restés au niveau de 2011. En production animale, les coûts matériels sont aussi élevés qu'en 2011, car la hausse des achats d'animaux ainsi que du coût de la paille et de la litière a pu être largement compensée par une baisse du coût des aliments (concentrés: -420 francs, autres aliments: -270 francs). Plus des trois quarts de la hausse

Revenu agricole

En 2012, le revenu agricole moyen se monte à 56000 francs, ce qui représente une baisse de 5,9 % (-3500 francs) par rapport à l'année précédente (fig. 4). L'évolution du revenu agricole n'est pas la même dans les trois régions. La baisse est nettement plus marquée en région de plaine (-7,9 %) que dans la région des collines (-4,9 %) et dans la région de montagne (-1,2 %). Les différences sont surtout dues à l'évolution des coûts. Ainsi, les coûts ont augmenté de près de 6100 francs en région de plaine, tandis que la région des collines n'a enregistré qu'une hausse de 1100 francs et la région de montagne une hausse de 2300 francs.

L'évolution du revenu agricole est influencée par la modification de la composition de l'échantillon. Si l'on compare

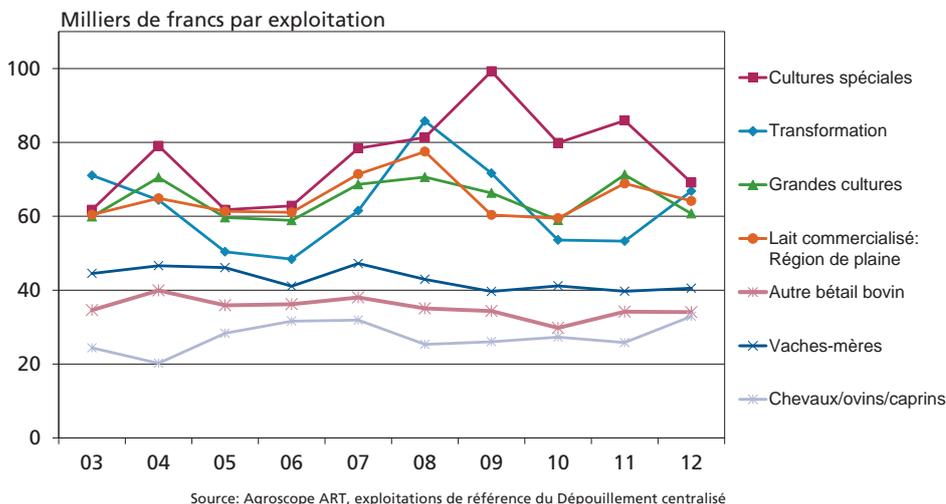


Fig. 5: Revenu agricole de types d'exploitation sélectionnés de 2003 à 2012.

la composition de l'échantillon avec l'année précédente, on constate que des exploitations ayant tendance à avoir un revenu plus bas que la moyenne ont quitté l'échantillon et ne font donc plus partie de l'échantillon en 2012. Si l'on calcule la variation des revenus uniquement avec les exploitations qui ont participé à l'évaluation les deux années (2011 et 2012), la baisse des revenus représente 7,3 % (tab. 3). La différence de 1,4 % est donc due à la modification de la composition de l'échantillon.

La figure 5 montre que l'évolution du revenu varie considérablement en fonction de l'orientation de l'exploitation (type d'exploitation). Les exploitations de «Cultures spéciales» ont en moyenne réalisé des revenus nettement plus bas (-19,5 %), ce qui est essentiellement dû aux récoltes inférieures de fruits et de raisins. Les exploitations de grandes cultures ont obtenu un revenu agricole inférieur d'environ 15 %, principalement à cause des prestations inférieures des céréales et des cultures sarclées. Les exploitations de lait commercialisé de la région de plaine ont également réalisé des revenus plus bas (-7 %), ce qui est dû notamment à la hausse des salaires et des coûts de structure matériels ainsi qu'à la baisse marquée des rendements de la production végétale (-17 %, fig. 5). Le type d'exploitation «Transformation», quant à lui, est parvenu à augmenter son revenu de manière substantielle de plus de 25 % en dépit de l'offre excédentaire de porcs de boucherie. Si l'on détermine la hausse des revenus uniquement avec les exploitations qui ont participé à l'évaluation les deux années (2011 et 2012), on obtient un pourcentage d'augmentation de 21 %.

Revenu du travail et salaire comparable

En 2012, le revenu moyen du travail par unité de main-d'œuvre familiale (à plein temps) se monte à 43 700 francs. Le revenu du travail augmente donc légèrement tandis que le revenu agricole décline. Cela est dû principalement à la forte diminution des intérêts (-3 800 francs ou -55,4 %) pour les fonds propres investis dans l'exploitation. Le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale varie fortement d'une région à l'autre. En 2012, il se monte en moyenne à 53 700 francs en région de plaine, à 41 600 francs en région des collines et à 30 600 francs en région de montagne. Leurs coûts réels n'augmentant que légèrement, les exploitations de montagne enregistrent une hausse sensible du revenu du travail de plus de 8 % par rapport à 2011, notamment grâce à la hausse des prestations de la production animale et à celle des paiements directs, tandis que les

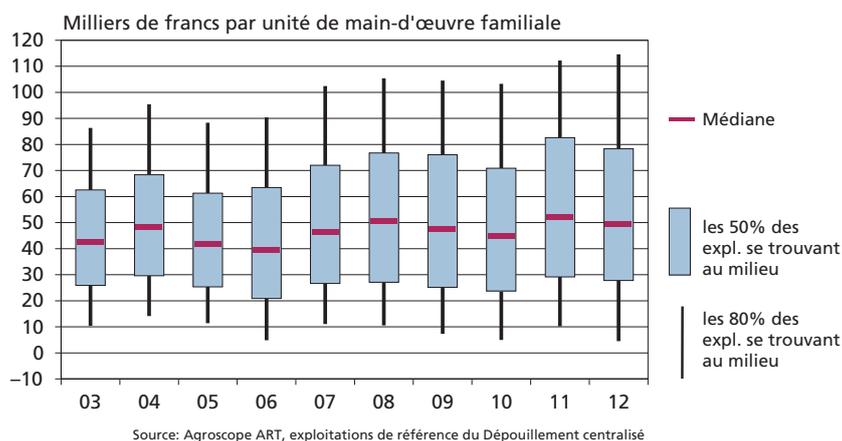


Fig. 6: Variation du revenu du travail en région de plaine de 2003 à 2012.

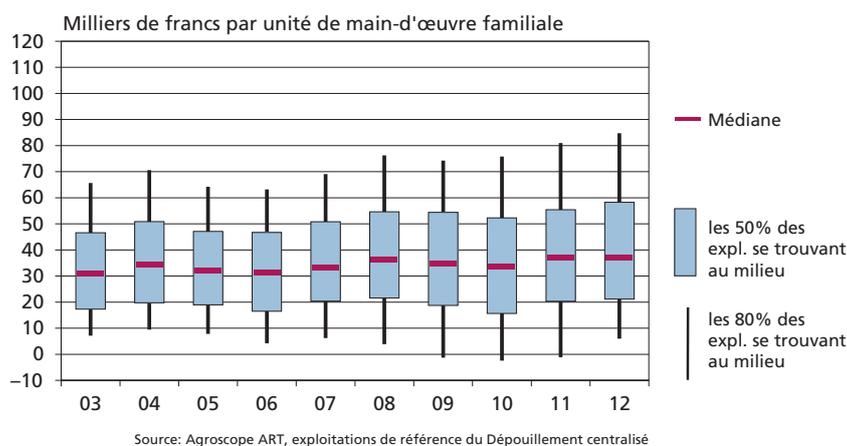


Fig. 7: Variation du revenu du travail en région des collines de 2003 à 2012.

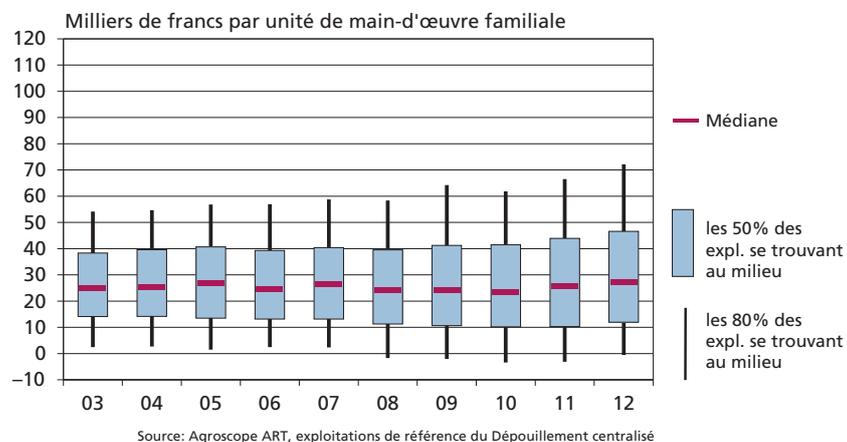


Fig. 8: Variation du revenu du travail en région de montagne de 2003 à 2012.

exploitations de plaine gagnent 3,5 % de moins par unité de main-d'œuvre familiale.

Comme le montre le tableau 1 pour la moyenne des trois années 2010 à 2012, les médianes du revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale se situent nettement en dessous des salaires comparables non agricoles régionaux. Durant l'exercice considéré, en région de plaine, le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale représentait 66 % du salaire comparable (74 300 francs), 54 % dans la région des collines et 41 % en région de montagne.

Le tableau 2 montre que le quart des exploitations les plus prospères en 2012 ont réalisé un revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale supérieur à 63 900 francs (quantile 75 %), tandis qu'un quart des exploitations ont dû se

contenter d'un revenu du travail inférieur à 20 100 francs (quantile 25 %). Les revenus du travail par unité de main-d'œuvre familiale varient également considérablement à l'intérieur des régions. Les diagrammes box plot présentés dans les figures 6 à 8 indiquent la disparité des revenus du travail dans les régions de plaine, des collines et de montagne au cours des dix dernières années. En 2012, les 10 % des exploitations les mieux placées en région de plaine gagnent plus de 114 600 francs (décile 90 % dans le tableau 2), tandis que les 10 % les plus faibles des régions de montagne affichent un revenu du travail négatif (décile 10 %). Pour la première fois au cours des dix dernières années, le quantile 10 % des exploitations de plaine se situe en dessous de celui des exploitations de la région des collines.

Le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale varie fortement non seulement d'une région à l'autre (tab. 1), mais également au sein de chacune d'entre elles.

Il est possible de se prononcer sur la disparité du revenu du travail des trois régions à l'aide d'un indice de dispersion relatif, qui tient compte du niveau absolu des valeurs. Le plus simple est de faire le quotient du 3^{ème} quartile et du 1^{er} quartile. Plus le quotient est élevé, plus l'écart relatif entre le quart inférieur et le quart supérieur des exploitations est important. Durant l'exercice étudié, l'indice de dispersion des exploitations est de 3,2 = 63 900.– / 20 100.– francs. Cela signifie que n'importe quelle exploitation du quart supérieur atteint un revenu du travail au moins 3,2 fois plus élevé que n'importe quelle exploitation du quart inférieur. Les valeurs correspondantes sont de 2,8 pour les exploitations de plaine, de 2,7 pour la région des collines et de 3,9 pour la région de montagne. Par conséquent, la disparité en région de montagne est nettement plus importante que dans la région de plaine et la région des collines. Dans la période considérée (2003–2012), la disparité à l'intérieur de la région de montagne a pour la première fois reculé de manière très nette en 2012, de 4,3 à 3,9 (fig. 8), tandis qu'elle restée plus ou moins constante par rapport à l'année précédente dans la région de plaine et la région des collines (fig. 7 et 8). L'année 2012 a donc mis un terme à la progression continue de la disparité en région de montagne de 2,7 en 2003 à 4,3 en 2011.

L'écart entre les revenus – défini ici comme la différence entre les exploitations les plus performantes (quantile 90 %) et les moins performantes (quantile 10 %) – s'est nettement creusé dans les trois régions au cours des dernières années. Une analyse plus approfondie (sans figure) montre que l'écart entre les revenus augmente d'environ 3 600 francs par an en région de plaine et d'environ 3 000 resp. 2 400 francs dans la région des collines et la région de montagne.

Tableau 1: Revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale et salaire comparable 2010/2012.

	Région de plaine 2010/2012	Région des collines 2010/2012	Région de montagne 2010/2012
Revenu du travail (médiane) Fr./UTAF	48 830	36 038	25 468
Salaire de référence * (médiane) Fr./UTA	74 279	67 325	62 849

* Source: Enquête sur la structure des salaires de l'OFS

Revenu total, consommation privée, constitution de fonds propres

En 2012, le **revenu total** qui se compose du revenu agricole et du revenu extra-agricole s'élevait à 92 800 francs par ménage en région de plaine, à 80 200 francs dans la région des collines et à 68 500 francs en région de montagne (fig. 9). L'évolution du revenu total dans le temps dépend fortement des fluctuations du revenu agricole. En 2012, les ménages agricoles ont atteint un **revenu extra-agricole** moyen de 26 800 francs sachant qu'environ trois quarts proviennent d'activités professionnelles et un quart de paiements dits de transfert, comme les allocations familiales, ainsi que de produits de placements financiers. Au cours des dix dernières années, on a observé une hausse continue du revenu extra-agricole. Cette situation s'explique par un niveau général des salaires plus élevé ainsi que par une élévation du niveau de formation extra-agricole des membres de la famille du chef d'exploitation. Par contre, le nombre de jours de travail effectués dans les activités annexes ne varie que légèrement.

La part des revenus extra-agricoles dans le revenu total est plus importante dans les années agricoles moins favorables (p. ex. en 2010: 32 % en moyenne) que dans les bonnes (p. ex. en 2008: 27 % en moyenne), car le montant absolu des revenus extra-agricoles est soumis en moyenne à une moindre fluctuation que le montant absolu du revenu agricole (fig. 9).

En 2012, les revenus extra-agricoles représentent 29 % du revenu total en région de plaine, 34 % dans la région des collines et 39 % en région de montagne. L'importance des revenus extra-agricoles varie en fonction de l'orientation de la production et de la taille de l'exploitation (fig. 10). Plus la prestation brute – ou le revenu agricole – est faible, plus la part du revenu extra-agricole est grande.

Les exploitations de type «Vaches-mères», «Autre bétail bovin» et «Chevaux/ovins/caprins» sont les plus petites en

Tableau 2: Quantiles et indice de dispersion pour le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale en 2012.

	Médiane	Quantiles en francs				Amplitude de variation (3 ^{ème} quartile / 1 ^{er} quartile)
		Intervalle des 50 % des exploitations se trouvant au milieu		Intervalle des 80 % des expl. se trouvant au milieu		
		Limite des 25 % ¹ (1 ^{er} quartile)	Limite des 75 % (3 ^{ème} quartile)	Limite des 10 % ²	Limite des 90 %	
Toutes les exploitations	39 900	20 100	63 900	1 300	95 700	3.2
Région de plaine	49 600	27 800	78 400	4 500	114 600	2.8
Région des collines	37 200	21 200	58 300	6 000	84 700	2.7
Région de montagne	27 300	12 000	46 600	-500	72 200	3.9

¹ Limite des 25 %: 25 % de toutes les exploitations se trouvent en dessous de cette valeur. ² Limite des 10 %: 10 % de toutes les exploitations se trouvent en dessous de cette valeur.

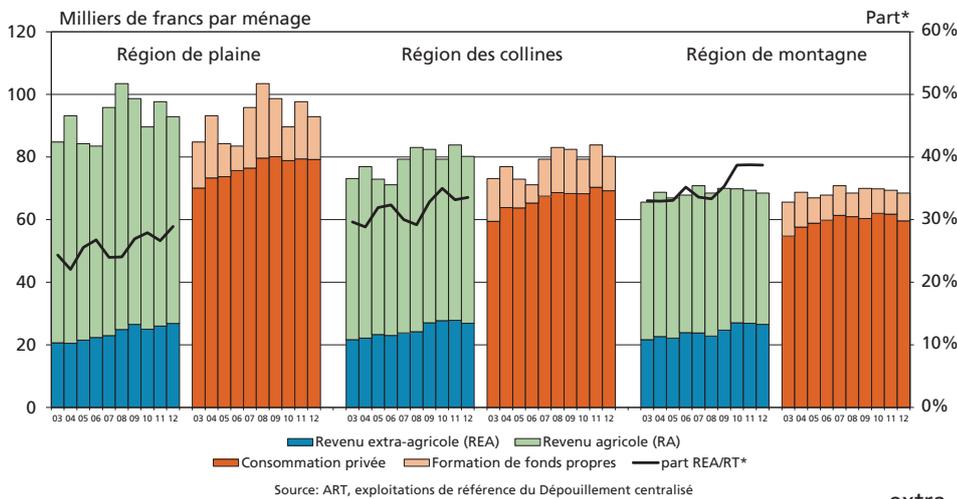


Fig. 9: Revenu, consommation privée, formation de fonds propres de 2003 à 2012

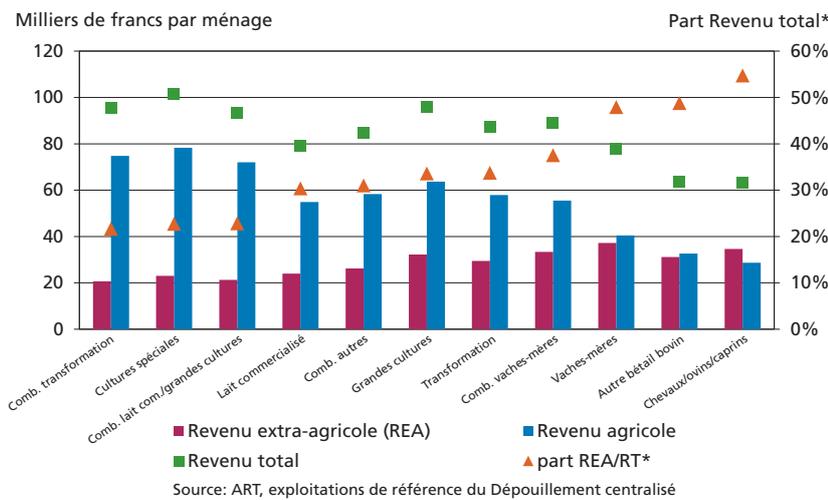


Fig. 10: Composition du revenu total pour les types d'exploitation, moyenne 2010-2012

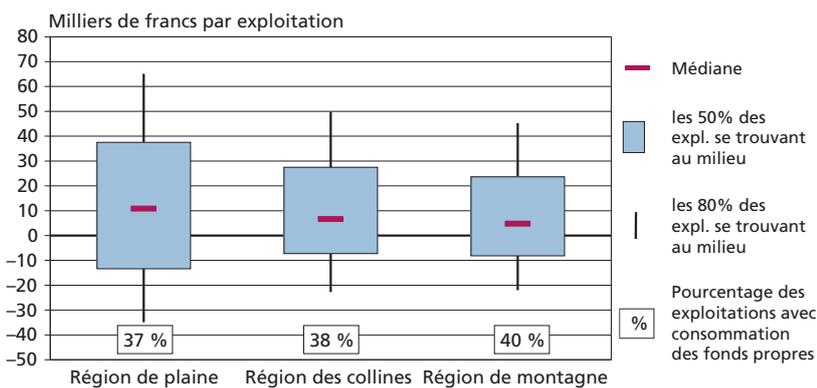


Fig. 11: Variation de la formation/consommation de fonds propres en 2012

moyenne si l'on considère la prestation brute de la production agricole (en 2012: prestation brute inférieure à 73 300 francs). Les revenus extra-agricoles y contribuent à plus de 47 % du revenu total. Dans les types d'exploitation cités, le revenu total est plus bas que celui des autres types d'exploitation en dépit de la part élevée des revenus extra-agricoles. Les grandes exploitations telles que les exploitations combinées «Lait commercialisé/grandes cultures» ou les «exploitations de transformation combinées» ou les «exploitations de cultures spéciales» affichent la part de revenus

extra-agricoles la moins élevée avec 26 %. La composition de ces deux groupes (groupe «revenu total le plus bas» composé des types d'exploitation «Vaches-mères» «Autre bétail bovin» et «Chevaux/ovins/caprins»; groupe «revenu total le plus élevé» composé des types d'exploitation «Lait commercialisé/grandes cultures», «combinées transformation» et «cultures spéciales») reste semblable sur la durée en dépit des fluctuations de revenu. Pour les autres types d'exploitation situés «en milieu de peloton» (fig. 10), le classement change au fil du temps suite aux fluctuations du revenu agricole. Dans certains cas, le revenu total peut même atteindre les valeurs du groupe d'exploitations occupant le haut du panier, soit plus de 85 000 francs.

Tout comme le revenu total, la **consommation privée** par famille est également plus faible en altitude. En 2012, elle s'élevait à 79 200 francs en région de plaine, à 69 200 francs dans la région des collines et à 60 600 francs en région de montagne. Dans les différents types d'exploitation, la consommation privée est adaptée à la situation variable du revenu total. Les types d'exploitation «Autre bétail bovin» et «Chevaux/ovins/caprins» sont aussi ceux qui ont la consommation privée la plus faible avec moins de 60 000 francs, tandis que les exploitations de grandes cultures, avec près de 89 000 francs, enregistrent la consommation privée la plus élevée. Le net recul de la consommation privée dans les exploitations de transformation au cours des dernières années reflète le changement dans la situation des revenus.

Toutes années confondues, plus l'altitude est élevée plus la **constitution de fonds propres** est faible (fig. 9). La constitution de fonds propres varie considérablement d'une année à l'autre suivant les fluctuations du revenu agricole. Il existe au sein des différentes régions d'importantes différences entre les exploitations en termes de constitution de fonds propres (fig. 11), sachant que la variabilité est la plus importante en région de plaine et la plus faible en région de montagne. Une constitution positive de fonds propres signifie que l'exploitation peut faire plus que couvrir la perte de

valeurs des immobilisations, prise en compte dans les amortissements, ainsi que les dépenses privées liées à son niveau de vie. Le montant restant utilisé pour la constitution de fonds propres est disponible pour rémunérer le capital investi dans l'exploitation, financer des investissements en vue de développer l'exploitation ainsi que pour se constituer une fortune privée ou une assurance vieillesse privée ou encore pour rembourser des dettes à long terme. En 2012, 37% des exploitations de la région de plaine, 38% de celles de la région des collines et 40% de celles de la région de montagne affichent une érosion des fonds propres. Cela signifie qu'en 2012 ces familles vivent «sur la substance de l'exploitation».

Cash-flow monétaire, investissements, financement

Le tableau de financement renseigne sur l'évolution des liquidités, les opérations d'investissement et les sources de financement. Le dépouillement centralisé considère l'unité «Ménage» qui comprend l'entreprise et le privé. Par conséquent, la modification des liquidités tient compte non seulement de l'activité de l'exploitation (flux monétaires de l'agriculture), mais aussi des flux monétaires issus des activités non agricoles et des prélèvements privés.

En corrigeant le revenu agricole des effets comptables qui n'agissent pas sur les liquidités, on obtient les **flux monétaires de l'agriculture (ESO après intérêts financiers)**. En termes de valeur, cette correction concerne principalement les amortissements et le loyer calculé pour le bâtiment d'habitation. Par rapport à 2011, les flux monétaires de l'agriculture en 2012 restent pratiquement inchangés et s'élèvent à 81 000 francs par exploitation (fig. 12). Par contre, le revenu agricole, lui, a baissé de 5,9%. Cette évolution différente est due d'un côté à la hausse de 4% des amortissements (coûts calculés influençant le résultat, mais sans effet sur les flux monétaires) et, de l'autre, à la baisse du loyer calculé pour le bâtiment d'habitation (prestations calculées influençant le résultat, mais sans effet sur les flux monétaires) qui fait suite à la chute des taux d'intérêt.

Les **flux monétaires avant prélèvements privés** (flux monétaires de l'agriculture plus flux monétaires hors exploitation) ont augmenté de 2005 à 2011 à l'exception de l'année 2010. En 2012, ils sont restés au même niveau qu'en 2011 avec 108 500 francs par ménage. Autant les flux monétaires de l'agriculture que les flux monétaires hors exploitation n'ont pratiquement pas varié. Les flux monétaires avant prélèvements privés peuvent être utilisés pour des prélèvements privés, le remboursement de dettes, des investissements, des retraits privés ou encore pour l'épargne.

En 2012, les **prélèvements privés** représentent 59 900 francs, ce qui se traduit par un **cash-flow monétaire (opérations**

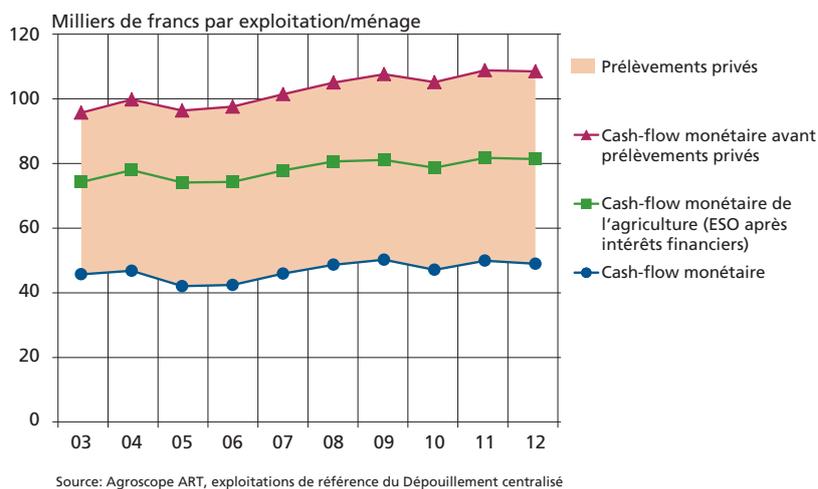


Fig. 12: Opérations courantes entreprise et privé du tableau de financement de 2003 à 2012

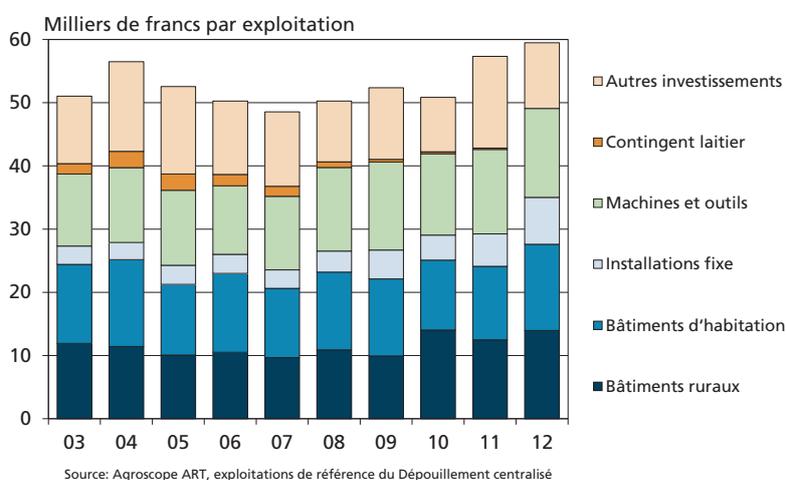


Fig. 13: Investissements de 2003 à 2012

courantes entreprise et privé) de 48 600 francs par ménage. Durant la période considérée, cette évolution suit largement celle du cash-flow monétaire avant prélèvements privés, car les prélèvements privés varient relativement peu et augmentent dans les mêmes proportions que les flux monétaires avant prélèvements privés. Par rapport à l'année précédente, le cash-flow a baissé de 3,7% dans la région de plaine en 2012, de 3,8% dans la région des collines, tandis qu'il a augmenté de 4,7% dans la région de montagne.

En 2012, les exploitations ont investi 59 500 francs en moyenne (fig. 13), sachant que les **investissements** diminuent plus l'altitude est élevée. Les investissements représentent environ 6,8% de la somme du bilan en région de plaine, 5,6% dans la région des collines et 6,4% dans la région de montagne.

Durant la période de 2003 à 2012, près de la moitié des investissements ont été effectués dans les bâtiments ruraux et les bâtiments d'habitation, ainsi que dans les installations fixes. En 2012, les investissements des exploitations de référence ont légèrement augmenté et ont atteint un niveau jusqu'alors inégalé. Après une année un peu moins favorable en 2011, les investissements dans les bâtiments ruraux ont augmenté de 1 500 francs pour atteindre 14 000 francs. En 2012, les investissements dans les bâtiments d'habitation atteignent un niveau semblable avec près de 13 600 francs (+2 000 francs). Les investissements dans les installations fixes

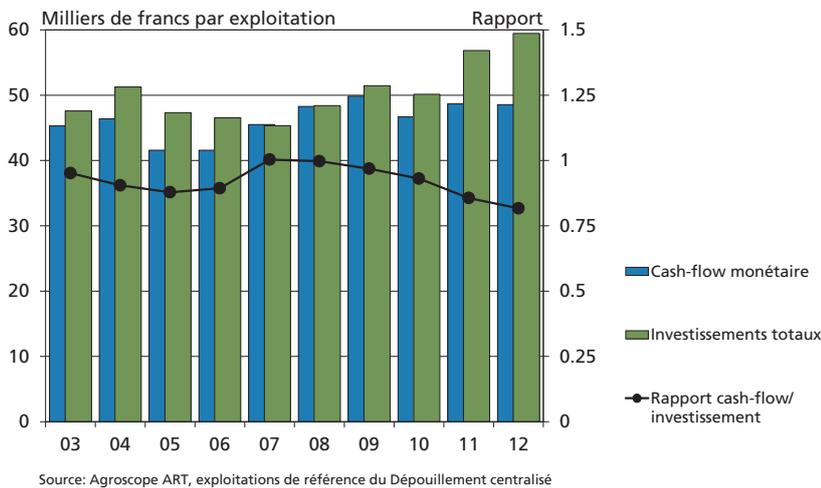


Fig. 14: Evolution du rapport cash-flow/investissements de 2003 à 2012

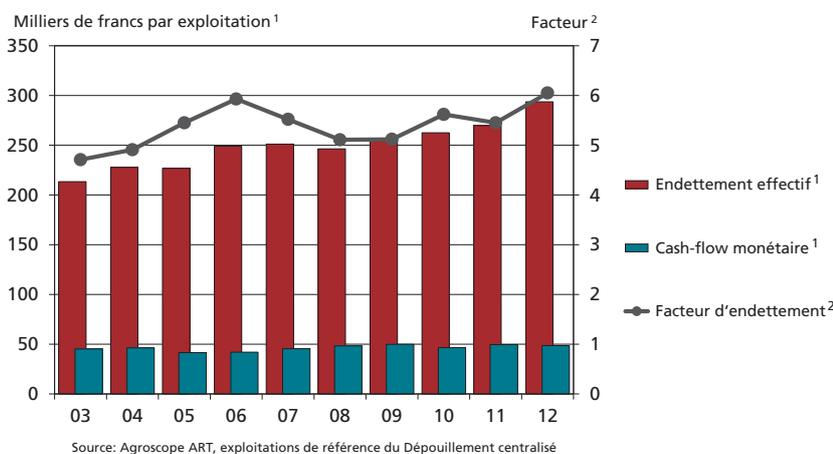


Fig. 15: Facteur d'endettement de 2003 à 2012

(p. ex. grilles de séparation, installations de traite, grues) ont connu une forte hausse dans les exploitations de référence, de près d'un tiers, ce qui les porte à 7400 francs. En 2012, les investissements dans les machines ont augmenté de près de 700 francs pour atteindre 14 100 francs. Les autres investissements sont en recul après une nette augmentation l'année précédente et se montent à 10 400 francs.

Les investissements dépendent de l'âge du chef d'exploitation. Toutefois, ces dernières années, la période des gros investissements s'est décalée en moyenne dans toutes les exploitations. De 2006 à 2011, les investissements effectués par le groupe des chefs d'exploitation de moins de 35 ans ont enregistré une baisse continue. En 2011, ce groupe se situait légèrement en dessous des investissements du groupe des chefs d'exploitation âgés de 35 à 45 ans. Sur cette même période (2006–2011), les différences entre les montants d'investissements d'une classe d'âge à l'autre se sont également réduites. En 2012, ces différences semblent de nouveau s'accroître même si le montant des investissements des moins de 45 ans se rapproche davantage de celui des plus de 45 ans. Une explication pourrait résider dans le fait que les jeunes chefs d'exploitation comptabilisent davantage les rénovations comme des travaux d'entretien et non plus comme de purs investissements. D'autres causes possible de ce décalage peuvent tenir au fait que le comportement d'investissement observé jusqu'ici est en train de changer, c'est-à-dire qu'on n'investit plus lors de la reprise de l'exploitation, mais

à une période ultérieure lorsque les taux d'intérêt sont favorables. Enfin, l'arrivée à échéance des dispositions transitoires de la législation sur la protection des animaux pourrait aussi jouer un rôle dans cette évolution. Dans les exploitations de référence, on ne constate pas que la reprise des domaines se fait plus tardivement.

La comparaison des opérations courantes entreprise et privé et des opérations d'investissement (fig. 14) montre dans quelle mesure les investissements peuvent être financés par des moyens générés par l'exploitation et le ménage. Un excédent monétaire signifie que les moyens générés par les opérations courantes sont plus importants que les investissements. Un déficit monétaire signifie que les investissements doivent être cofinancés par des capitaux empruntés supplémentaires. Dans les dix années considérées, les investissements n'ont pu être couverts entièrement par les flux monétaires qu'en 2007 et 2008. Si l'on considère les régions séparément, on constate que les régions de plaine et des collines n'enregistrent un excédent monétaire que durant de rares années. L'importance d'un manque ou d'un excédent de financement s'exprime par le **rapport cash-flow/investissements** (fig. 14). En 2012, le rapport cash-flow/investissements a encore reculé pour atteindre 82 %, car les investissements ont augmenté alors que le cash-flow est resté constant.

Le manque de liquidités peut être compensé par l'emprunt de capitaux. Il faut

cependant veiller à ce que la part des dettes ne soit pas trop élevée. Le **facteur d'endettement** est un chiffre qui met en rapport le potentiel économique de production d'une exploitation et sa situation d'endettement. Le rapport entre l'endettement effectif et le cash-flow indique combien de fois il faudrait réaliser le dernier cash-flow pour éponger toutes les dettes. De 2003 à 2012, le total du bilan, les fonds propres et l'endettement effectif augmentent (fig. 15). De 2003 à 2006, le facteur d'endettement augmente lui aussi, car le cash-flow n'augmente pas dans les mêmes proportions. De 2007 à 2009, la situation s'améliore grâce à une augmentation du cash-flow et à un endettement effectif constant. A partir de 2010, le facteur d'endettement moyen augmente de nouveau. En raison d'un endettement effectif plus élevé et d'un cash-flow légèrement plus réduit, le facteur d'endettement s'élève à 6,0 en 2012. Avec un facteur de 5,7, la situation est un peu plus favorable en région de montagne qu'en région de plaine et des collines (facteurs de 6,2 et 6,1). Selon la littérature, les entreprises avec un facteur d'endettement inférieur à 5,0 réussissent bien à s'adapter à des conditions du marché en mutation. En 2012, les exploitations se situent à cet égard dans une position intermédiaire. Par rapport à il y a dix ans, la situation a changé, car les exploitations parviennent à générer moins de moyens avec le capital à disposition. Toutefois, les exploitations bénéficient du niveau toujours très bas des taux d'intérêt.

Tableau 3: Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente avec et sans effet d'échantillonnage.

Toutes les exploitations et classement par région.

		Toutes les exploitations Δ en % de 2011 à 2012		Région de plaine Δ en % de 2011 à 2012	
		Exploitations de référence	Exploitations comparables	Exploitations de référence	Exploitations comparables
Surface agricole utile	%	2.4	1.5	3.3	2.2
Cheptel vif total (en propriété)	%	0.4	0.0	1.1	0.4
Famille et main-d'œuvre					
Travail					
Main-d'œuvre de l'exploitation	%	1.2	0.6	2.3	0.6
Main-d'œuvre familiale	%	0.0	-0.8	0.9	-0.9
Employés	%	4.3	4.4	4.8	3.3
Utilisation du sol					
Surface agricole utile (SAU)	%	2.4	1.5	3.3	2.2
Terres ouvertes	%	1.1	0.4	1.0	-0.1
Surface herbagère	%	3.1	2.1	6.0	4.6
Cultures pérennes	%	-6.2	-2.1	-3.3	-1.1
Cheptel vif moyen en propriété					
Cheptel vif total	%	0.4	0.0	1.1	0.4
Bovins	%	1.5	0.5	4.0	1.5
Divers animaux consom. fourrages grossiers	%	9.1	0.0	0.0	0.0
Porcs	%	0.0	-3.1	-4.3	-2.3
Volaille	%	-16.7	0.0	-23.5	-7.1
Prestation brute					
Prestation brute totale	%	-0.0	-0.6	0.1	-0.6
Prestation brute de la production agricole	%	-1.0	-1.9	-1.4	-2.6
Production végétale	%	-8.2	-9.2	-5.1	-7.5
Production animale	%	1.4	0.6	0.5	-0.0
Paiements directs	%	3.4	2.1	4.5	3.2
Coûts réels					
Coûts réels totaux	%	1.7	1.5	2.5	1.8
Coûts matériels	%	1.9	1.5	2.8	1.7
Coûts matériels production végétale	%	0.5	-0.1	1.7	0.5
Coûts matériels production animale	%	0.1	-0.2	-0.7	-0.9
Coûts matériels para-agriculture	%	6.9	2.2	18.6	5.2
Coûts de structure matériels (cts. de str. 1) dont Amortissements totaux	%	2.9	2.6	4.2	3.3
Coûts de structure 2	%	0.5	1.8	0.7	2.5
Coûts de structure 2	%	3.9	3.3	6.1	4.7
Coûts de structure propres (calculés)	%				
Intérêt calculé du capital propre de l'exploitation	%	-55.4	-54.2	-55.3	-54.0
Prétention de salaire de la main-d'œuvre familiale	%	0.9	0.3	2.3	0.6
Résultats de l'exploitation					
Revenu social	%	-3.7	-4.3	-4.6	-4.6
Revenu agricole (RA)	%	-5.9	-7.3	-7.9	-8.7
Revenu du travail par UTAF	%	0.5	-1.0	-3.5	-3.1
Résultats revenu extra-agricole					
Revenu extra-agricole	%	0.1	1.1	3.2	3.2
Résultats entreprise/privé					
Revenu total	%	-4.0	-4.8	-4.9	-5.6
Formation de fonds propres	%	-17.6	-25.8	-25.4	-31.9
Tableau de financement TNG					
ESO après intérêts financiers	%	-0.4	-0.8	-1.4	-1.4
Cash-flow monétaires hors exploitation	%	0.1	1.2	3.2	3.3
Prélèvements privés	%	1.1	2.4	2.4	4.3
Cash-flow monétaire	%	-1.9	-3.4	-3.7	-5.7
Secteur investissement					
Investissements totaux	%	4.6	-1.2	13.3	8.0

Δ en % de 2011 à 2012: variation de la variable considérée en pourcentage entre 2011 et 2012.

Exploitations de référence: variation en prenant en considération toutes les exploitations de référence.**Exploitations comparables:** variation lorsque seules sont prises en compte, les exploitations qui ont participé au dépouillement l'année en cours et l'année précédente. Ce pourcentage représente une approximation permettant d'évaluer l'importance de l'évolution entre 2011 et 2012 lorsque l'effet d'échantillonnage a été éliminé.

Tableau 3: Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente avec et sans effet d'échantillonnage.

Toutes les exploitations et classement par région.

		Région des collines Δ en % de 2011 à 2012		Région de montagne Δ en % de 2011 à 2012	
		Exploitations de référence	Exploitations comparables	Exploitations de référence	Exploitations comparables
Surface agricole utile	%	1.9	1.7	1.5	0.1
Cheptel vif total (en propriété)	%	0.3	0.3	-1.4	-1.8
Famille et main-d'œuvre					
Travail					
Main-d'œuvre de l'exploitation	%	-0.6	0.0	0.6	0.6
Main-d'œuvre familiale	%	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8
Employés	%	2.5	0.0	7.7	8.3
Utilisation du sol					
Surface agricole utile (SAU)	%	1.9	1.7	1.5	0.1
Terres ouvertes	%	5.6	4.9	-10.5	-10.0
Surface herbagère	%	1.4	1.3	1.6	0.3
Cultures pérennes	%	-10.0	-9.5	-16.7	0.0
Cheptel vif moyen en propriété					
Cheptel vif total	%	0.3	0.3	-1.4	-1.8
Bovins	%	0.9	0.9	-1.6	-1.6
Divers animaux consom. fourrages grossiers	%	0.0	0.0	0.0	-5.0
Porcs	%	0.0	-2.9	-11.1	-11.1
Volaille	%	-15.4	0.0	0.0	-33.3
Prestation brute					
Prestation brute totale	%	-0.7	-0.9	1.1	0.6
Prestation brute de la production agricole	%	-0.5	-0.3	0.7	-0.4
Production végétale	%	-19.1	-14.6	-24.3	-18.9
Production animale	%	2.6	2.1	2.6	0.9
Paiements directs	%	2.6	1.7	2.4	0.8
Coûts réels					
Coûts réels totaux	%	0.6	1.1	1.8	1.5
Coûts matériels	%	0.8	1.5	1.6	1.2
Coûts matériels production végétale	%	-2.9	-0.9	-0.4	0.1
Coûts matériels production animale	%	1.9	2.4	0.4	-1.9
Coûts matériels para-agriculture	%	-8.6	-2.7	-5.1	2.6
Coûts de structure matériels (cts. de str. 1)	%	1.1	1.4	2.5	2.7
dont Amortissements totaux	%	-0.7	-0.9	2.8	4.2
Coûts de structure 2	%	0.3	1.1	3.8	3.1
Coûts de structure propres (calculés)					
Intérêt calculé du capital propre de l'exploitation	%	-55.8	-54.7	-54.9	-53.9
Prétention de salaire de la main-d'œuvre familiale	%	-0.3	0.1	-0.1	0.1
Résultats de l'exploitation					
Revenu social	%	-3.5	-5.6	-0.0	-0.6
Revenu agricole (RA)	%	-4.9	-7.7	-1.2	-2.3
Revenu du travail par UTAF	%	2.9	-1.1	8.1	6.1
Résultats revenu extra-agricole					
Revenu extra-agricole	%	-3.3	0.2	-1.3	-1.0
Résultats entreprise/privé					
Revenu total	%	-4.3	-5.2	-1.2	-1.8
Formation de fonds propres	%	-19.0	-27.8	17.0	7.8
Tableau de financement TNG					
ESO après intérêts financiers	%	-1.1	-2.4	3.4	3.3
Cash-flow monétaires hors exploitation	%	-3.1	0.5	-1.6	-1.0
Prélèvements privés	%	0.2	1.4	-0.4	-0.4
Cash-flow monétaire	%	-3.8	-5.1	4.7	5.1
Secteur investissement					
Investissements totaux	%	-10.1	-19.8	2.6	-2.6

Δ en % de 2011 à 2012: variation de la variable considérée en pourcentage entre 2011 et 2012.

Exploitations de référence: variation en prenant en considération toutes les exploitations de référence.

Exploitations comparables: variation lorsque seules sont prises en compte, les exploitations qui ont participé au dépouillement l'année en cours et l'année précédente. Ce pourcentage représente une approximation permettant d'évaluer l'importance de l'évolution entre 2011 et 2012 lorsque l'effet d'échantillonnage a été éliminé.

Annexe

		Toutes				classées selon le revenu du travail			
		2010	2011	2012	2010/12	G1*	G2	G3	G4
Exploitations de référence	Nbre	3 202	3 060	2 951	3 071	652	797	834	788
Exploitations représentées	Nbre	47 166	46 877	46 011	46 685	11 677	11 668	11 682	11 657
Structure de l'exploitation									
Main-d'œuvre de l'exploitation	UTA	1.66	1.67	1.69	1.67	1.51	1.66	1.69	1.84
dont main-d'œuvre familiale	UTAF	1.22	1.21	1.21	1.21	1.16	1.32	1.25	1.11
Surface agricole utile	ha	21.06	21.28	21.80	21.38	15.64	18.97	22.41	28.51
dont terres ouvertes	ha	5.46	5.49	5.55	5.50	2.66	3.53	5.18	10.64
dont surface herbagère	ha	14.99	15.15	15.62	15.25	12.60	15.04	16.56	16.80
dont cultures spéciales	ha	0.52	0.55	0.53	0.53	0.26	0.32	0.50	1.06
Surface de l'exploitation en fermage	ha	9.69	9.75	9.92	9.79	6.80	8.33	10.09	13.93
Part des exploitations en fermage	%	8.6	8.9	7.8	8.4	6.6	7.7	8.1	11.3
Cheptels vifs moyens en propriété									
Vaches	Têtes	15.2	15.2	15.4	15.3	11.2	14.7	17.1	18.1
Porcs d'élevage	Têtes	2.8	2.7	2.5	2.6	2.5	2.3	2.6	3.2
Porcs à l'engrais	Têtes	10.6	11.6	11.5	11.2	6.2	8.3	12.6	17.9
Cheptel vif total	UGB	25.8	26.0	26.1	26.0	19.2	23.4	27.7	33.4
dont bovins	UGB	20.5	20.4	20.7	20.6	15.0	19.6	22.7	24.9
dont divers animaux consom. du FG	UGB	1.0	1.1	1.2	1.1	1.8	0.9	0.8	1.0
dont porcs	UGB	3.2	3.2	3.2	3.2	2.2	2.5	3.4	4.6
Intensité									
Charge en bétail	UGB/ha SAU	1.19	1.19	1.18	1.19	1.20	1.20	1.21	1.16
Surface fourr. princip. par UGBFG	a/UGBFG	79	80	79	79	84	83	80	73
Surface par main-d'œuvre	ha SAU/UTA	12.71	12.72	12.88	12.77	10.40	11.46	13.23	15.49
Bilan de clôture									
Actif total	Fr.	873 205	897 828	925 973	899 002	756 258	789 235	925 163	1 125 660
Actifs de l'exploitation	Fr.	823 594	845 498	869 613	846 235	715 214	738 754	867 700	1 063 572
Actifs circulants	Fr.	121 325	130 801	129 796	127 308	93 111	105 756	131 730	178 704
Actif animal	Fr.	56 942	56 623	58 524	57 363	44 776	53 462	61 768	69 463
Immobilisations	Fr.	645 327	658 074	681 293	661 565	577 327	579 536	674 202	815 405
dont immob. corporelles meubles	Fr.	69 146	71 885	75 391	72 141	66 765	61 954	71 066	88 801
dont machines et outils	Fr.	62 168	64 476	67 600	64 748	59 566	55 096	63 475	80 877
dont immob. corporelles immeubles	Fr.	570 404	580 185	599 862	583 484	506 828	512 497	597 906	716 887
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	446 029	451 379	470 371	455 926	421 629	415 395	460 147	526 629
dont sols	Fr.	114 608	118 319	119 734	117 554	78 002	89 153	126 360	176 780
Actifs hors exploitation	Fr.	49 611	52 330	56 359	52 767	41 045	50 481	57 463	62 087
Passif total	Fr.	873 205	897 828	925 973	899 002	756 258	789 235	925 163	1 125 660
Capital étranger à court terme	Fr.	20 623	21 054	21 163	20 947	21 783	15 191	18 742	28 084
Capital étranger à moyen et long terme	Fr.	364 870	377 555	403 902	382 109	340 206	342 711	369 116	476 559
dont crédit d'investissement	Fr.	59 589	61 241	63 056	61 295	47 250	53 265	64 454	80 238
dont crédit hypothécaire	Fr.	204 709	214 550	229 152	216 137	204 497	196 315	202 951	260 867
Capital propre total	Fr.	487 712	499 218	500 907	495 946	394 269	431 333	537 305	621 017
dont capital propre de l'exploitation	Fr.	454 926	464 819	465 191	461 645	370 208	397 231	497 300	581 980
Prestation brute									
Prestation brute totale	Fr.	250 181	259 834	259 754	256 590	161 858	207 898	267 001	389 804
Prestation brute de la prod. agricole.	Fr.	148 586	154 609	153 000	152 065	88 599	118 537	156 689	244 573
Production végétale	Fr.	34 959	38 967	35 766	36 564	15 244	23 271	34 499	73 301
dont céréales, pdt., bett. sucrières	Fr.	12 427	14 580	13 172	13 393	5 227	7 495	12 246	28 627
dont cultures spéciales	Fr.	14 955	15 654	14 265	14 958	5 337	10 047	14 266	30 207
Production animale	Fr.	113 627	115 643	117 234	115 501	73 355	95 266	122 190	171 272
dont production bovine	Fr.	80 412	82 104	84 668	82 395	54 952	73 289	89 802	111 577
dont lait, produits laitiers	Fr.	49 665	49 804	50 866	50 112	29 422	44 404	55 356	71 296
dont production porcine	Fr.	20 372	20 029	20 220	20 207	13 593	15 935	21 562	29 751
Paiements directs	Fr.	59 874	60 864	62 933	61 224	46 683	56 534	64 373	77 329
dont contribution à la surface	Fr.	25 125	25 315	25 450	25 297	17 657	21 867	26 339	35 339
dont animaux consommant des FG	Fr.	10 583	10 620	10 978	10 727	8 888	10 379	11 570	12 072
dont garde d'anim. ds des cond. diffic.	Fr.	7 206	7 338	7 573	7 372	7 457	8 284	7 797	5 948
dont compensation écologique	Fr.	2 591	2 729	2 938	2 752	1 942	2 392	2 857	3 820
dont contributions éthologiques	Fr.	5 105	5 141	5 427	5 225	3 477	4 457	5 671	7 296
dont culture biologique	Fr.	691	677	791	720	460	622	679	1 119
Para-agriculture, div. prestations brutes	Fr.	41 721	44 360	43 821	43 301	26 576	32 827	45 938	67 902
dont trav. pour des tiers, locat. mach.	Fr.	6 729	6 935	7 377	7 014	4 040	4 976	7 850	11 196
dont vente directe, vinification	Fr.	11 148	13 465	12 095	12 236	6 329	7 653	12 398	22 582

*G1: Moyenne des 25 % meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25 % plus mauvaises exploitations

Annexe

Toutes les exploitations de 2010 à 2012

		Toutes				classées selon le revenu du travail			
		2010	2011	2012	2010/12	G1* 2010/12	G2 2010/12	G3 2010/12	G4 2010/12
Exploitations de référence	Nbre	3 202	3 060	2 951	3 071	652	797	834	788
Exploitations représentées	Nbre	47 166	46 877	46 011	46 685	11 677	11 668	11 682	11 657
Coûts réels									
Coûts réels total	Fr.	194 999	200 360	203 790	199 716	154 498	165 321	199 613	279 555
Coûts matériels	Fr.	164 060	168 297	171 564	167 974	130 953	141 839	169 852	229 341
dont coûts matériels prod. végétale	Fr.	12 843	12 703	12 763	12 769	6 759	8 606	12 855	22 873
dont engrais	Fr.	2 920	2 999	3 060	2 993	1 685	2 120	3 057	5 112
dont protection phytosanitaire	Fr.	2 643	2 657	2 640	2 646	1 283	1 592	2 598	5 116
dont coûts matériels prod. animale	Fr.	55 446	56 157	56 221	55 941	42 677	46 487	56 244	78 391
dont aliments pour animaux	Fr.	27 182	27 835	27 138	27 385	20 114	22 486	27 425	39 533
dont achats d'animaux	Fr.	15 292	15 669	15 992	15 651	11 214	11 505	15 591	24 306
dont coûts de structure mat. (c.d.str.1)	Fr.	91 041	93 633	96 376	93 683	78 902	82 551	96 229	117 084
dont trav.p.des tiers, loc.de machines	Fr.	10 160	10 457	10 851	10 489	7 353	8 387	11 114	15 110
dont machines et outils	Fr.	27 476	28 389	29 643	28 503	24 326	24 968	28 743	35 984
dont réparations, petit outillage	Fr.	10 974	11 120	11 416	11 170	9 432	10 178	11 335	13 740
dont amortissements	Fr.	12 641	12 886	13 451	12 992	11 480	11 201	12 997	16 296
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	30 677	31 628	32 673	31 659	27 114	28 163	32 717	38 653
dont réparations, entretien	Fr.	9 286	9 827	9 835	9 649	7 554	7 900	10 265	12 883
dont amortissements	Fr.	19 445	19 764	20 772	19 994	17 633	18 278	20 364	23 706
dont coûts généraux	Fr.	15 464	15 985	16 372	15 940	13 796	14 314	16 235	19 422
dont assurance accid./RC/mobilière	Fr.	4 011	4 135	4 246	4 131	3 700	3 814	4 241	4 769
dont énergie électrique	Fr.	3 657	3 784	3 806	3 749	3 291	3 506	3 809	4 391
dont structure 2	Fr.	30 940	32 062	32 226	31 743	23 544	23 482	29 761	50 214
dont de la main-d'œuvre salariée	Fr.	16 847	18 105	18 514	17 822	12 616	12 018	16 325	30 348
Fermage/location	Fr.	7 102	7 233	7 112	7 149	4 432	5 477	7 128	11 566
Intérêts des dettes	Fr.	7 053	6 803	6 697	6 851	6 489	6 043	6 436	8 439
Autres charges/produits financiers	Fr.	-62	-78	-97	-79	8	-56	-129	-139
Résultats de l'exploitation									
Revenu social	Fr.	86 121	91 537	88 191	88 616	30 905	66 058	97 148	160 463
Revenu agricole	Fr.	55 182	59 474	55 965	56 874	7 361	42 576	67 388	110 249
Intérêt calculé du capital propre de l'expl.	Fr.	7 506	6 879	3 070	5 819	4 687	4 968	6 286	7 335
Prétention de salaire de la MO familiale	Fr.	83 908	83 187	83 968	83 688	78 412	89 993	86 986	79 355
Bénéfice/perte calculé(e)	Fr.	-36 233	-30 591	-31 073	-32 633	-75 738	-52 385	-25 884	23 559
Rendement net	Fr.	-21 735	-16 987	-21 403	-20 042	-64 555	-41 430	-13 291	39 194
Rente des fonds propres	Fr.	-28 726	-23 712	-28 003	-26 814	-71 051	-47 417	-19 598	30 894
Revenu du travail de la MO familiale	Fr.	47 676	52 595	52 895	51 055	2 674	37 608	61 102	102 914
Revenu du travail par UTAF/UTAF	Fr./UTAF	39 149	43 507	43 707	42 121	2 280	28 560	48 802	92 342
Relation revenu social/facteurs utilisés									
Revenu social par main-d'œuvre/UTA	Fr./UTA	51 984	54 737	52 128	52 950	20 499	39 910	57 353	87 148
Revenu social par ha SAU/ha SAU	Fr./ha SAU	4 090	4 302	4 046	4 146	1 974	3 482	4 336	5 629
Relation Revenu social/Actifs de l'expl.	%	10.5	10.8	10.1	10.5	4.3	9.0	11.2	15.1
Rentabilité									
Rentabilité des fonds propres	%	-6.3	-5.1	-6.0	-5.8	-19.2	-11.9	-4.0	5.3
Rentabilité du capital total	%	-2.6	-2.0	-2.5	-2.4	-9.0	-5.6	-1.5	3.7
Revenu extra-agricole	Fr.	26 308	26 737	26 772	26 605	39 010	24 927	22 053	20 420
Résultats entreprise/privé									
Revenu total	Fr.	81 490	86 211	82 736	83 479	46 371	67 503	89 441	130 669
Consommation privée de la famille	Fr.	71 421	72 113	71 118	71 551	58 711	63 881	74 360	89 275
Formation de fonds propres	Fr.	10 069	14 098	11 619	11 929	-12 340	3 623	15 080	41 394
Mouvement financier av. le compte privé	Fr.	2 323	3 898	3 965	3 395	13 110	4 756	1 659	-5 957
Modification des fonds propres	Fr.	12 391	17 996	15 584	15 324	770	8 379	16 740	35 437
Paramètres du bilan									
Liquidité degré 2	%	596	612	621	610	424	739	743	608
Degré de financement étranger	%	44	44	46	45	48	45	42	45
Degré de couverture des immobilisations	%	118	119	118	118	115	119	120	120
Tableau de financement TNG									
ESO après intérêts financiers	Fr.	78 459	81 518	81 170	80 382	31 023	62 785	89 853	137 950
Cash-flow monétaire	Fr.	46 677	49 527	48 562	48 255	21 848	35 304	51 367	84 552
Excédent/manque monétaire	Fr.	-3 471	-7 311	-10 893	-7 225	-31 165	-10 863	1 767	11 381
Variation de la trésorerie nette globale	Fr.	1 844	6 798	5 756	4 799	-3 654	3 864	7 146	11 849
Rapport cash-flow/investissements	%	93	87	82	87	42	79	103	116

*G1: Moyenne des 25 % meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25 % plus mauvaises exploitations

Annexe

		Région de plaine				classées selon le revenu du travail			
		2010	2011	2012	2010/12	G1*	G2	G3	G4
		2010	2011	2012	2010/12	2010/12	2010/12	2010/12	2010/12
Exploitations de référence	Nbre	1358	1267	1226	1284	304	329	329	322
Exploitations représentées	Nbre	21543	21358	20845	21249	5317	5314	5338	5279
Structure de l'exploitation									
Main-d'œuvre de l'exploitation	UTA	1.75	1.77	1.81	1.78	1.71	1.73	1.81	1.85
dont main-d'œuvre familiale	UTAF	1.16	1.15	1.16	1.16	1.15	1.24	1.19	1.03
Surface agricole utile	ha	22.17	22.23	22.96	22.45	17.80	19.96	22.50	29.60
dont terres ouvertes	ha	9.97	10.11	10.21	10.09	6.69	8.00	9.75	15.97
dont surface herbagère	ha	11.22	11.09	11.75	11.35	10.34	11.21	11.56	12.30
dont cultures spéciales	ha	1.01	1.05	1.05	1.03	0.70	0.73	1.16	1.55
Surface de l'exploitation en fermage	ha	10.64	10.61	10.83	10.69	8.01	8.94	10.78	15.07
Part des exploitations en fermage	%	10.4	11.2	9.9	10.5	9.4	7.7	11.1	13.8
Cheptels vifs moyens en propriété									
Vaches	Têtes	15.3	15.1	15.7	15.4	13.7	15.6	15.9	16.4
Porcs d'élevage	Têtes	4.0	4.1	3.9	4.0	5.1	3.8	2.6	4.6
Porcs à l'engrais	Têtes	14.5	15.1	14.9	14.8	11.4	12.1	15.7	20.1
Cheptel vif total	UGB	26.7	26.8	27.1	26.9	23.0	25.4	26.3	32.7
dont bovins	UGB	20.1	19.8	20.6	20.2	17.5	19.9	21.0	22.3
dont divers animaux consom. du FG	UGB	0.6	0.7	0.7	0.6	0.7	0.6	0.4	0.9
dont porcs	UGB	4.5	4.6	4.4	4.5	4.4	4.0	3.9	5.6
Intensité									
Charge en bétail	UGB/ha SAU	1.20	1.20	1.18	1.19	1.30	1.26	1.17	1.10
Surface fourr. princip. par UGBFG	a/UGBFG	64	64	64	64	66	65	63	63
Surface par main-d'œuvre	ha SAU/UTA	12.70	12.56	12.67	12.64	10.46	11.50	12.45	15.99
Bilan de clôture									
Actif total	Fr.	989 105	1013 252	1059 269	1020 542	941 993	952 525	1011 872	1176 935
Actifs de l'exploitation	Fr.	929 868	952 198	995 694	959 253	891 732	893 876	940 975	1111 613
Actifs circulants	Fr.	150 854	163 238	162 143	158 745	129 891	142 330	164 145	198 877
Actif animal	Fr.	56 401	55 506	58 466	56 791	50 969	54 543	57 901	63 802
Immobilisations	Fr.	722 614	733 453	775 085	743 717	710 871	697 003	718 928	848 934
dont immob. corporelles meubles	Fr.	68 136	71 108	76 458	71 901	66 965	63 156	71 203	86 396
dont machines et outils	Fr.	61 292	63 819	68 379	64 497	59 595	55 930	64 383	78 190
dont immob. corporelles immeubles	Fr.	646 981	654 116	690 593	663 897	638 178	627 467	639 573	751 097
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	476 328	480 182	514 617	490 376	500 867	476 685	455 933	528 415
dont sols	Fr.	156 111	157 783	160 838	158 244	124 239	137 394	163 626	208 051
Actifs hors exploitation	Fr.	59 237	61 055	63 575	61 289	50 261	58 649	70 898	65 321
Passif total	Fr.	989 105	1013 252	1059 269	1020 542	941 993	952 525	1011 872	1176 935
Capital étranger à court terme	Fr.	24 397	27 484	25 711	25 864	32 124	20 407	24 615	26 314
Capital étranger à moyen et long terme	Fr.	404 254	417 689	463 582	428 508	439 200	393 253	388 647	493 503
dont crédit d'investissement	Fr.	58 626	60 379	62 705	60 570	49 818	57 935	56 178	78 514
dont crédit hypothécaire	Fr.	228 737	241 442	269 390	246 523	271 331	230 673	210 309	274 034
Capital propre total	Fr.	560 454	568 080	569 976	566 170	470 669	538 865	598 610	657 119
dont capital propre de l'exploitation	Fr.	521 827	528 434	529 647	526 636	439 776	498 934	551 734	616 705
Prestation brute									
Prestation brute totale	Fr.	304 343	318 563	318 964	313 957	232 183	271 122	322 959	430 402
Prestation brute de la prod. agricole.	Fr.	195 654	205 470	202 626	201 250	147 383	170 362	199 982	287 942
Production végétale	Fr.	62 125	69 909	66 374	66 136	40 289	51 624	67 527	105 401
dont céréales, pdt., bett. sucrières	Fr.	24 483	28 709	26 146	26 446	14 871	19 548	25 445	46 047
dont cultures spéciales	Fr.	26 524	28 394	27 361	27 426	17 492	22 277	29 618	40 441
Production animale	Fr.	133 529	135 561	136 252	135 114	107 094	118 737	132 456	182 541
dont production bovine	Fr.	87 084	88 448	91 480	89 004	72 218	83 328	94 376	106 193
dont lait, produits laitiers	Fr.	55 802	55 994	57 730	56 509	45 483	54 288	57 594	68 743
dont production porcine	Fr.	28 653	28 547	28 336	28 512	27 428	24 532	25 782	36 387
Paiements directs	Fr.	55 378	56 168	58 723	56 756	44 108	51 105	57 584	74 347
dont contribution à la surface	Fr.	29 113	29 199	29 573	29 295	22 435	25 824	29 429	39 563
dont animaux consommant des FG	Fr.	9 476	9 372	9 907	9 585	8 715	9 568	9 905	10 155
dont garde d'anim. ds des cond. diffic.	Fr.	521	514	529	521	448	502	542	594
dont compensation écologique	Fr.	3 200	3 426	3 751	3 459	2 868	3 104	3 419	4 452
dont contributions éthologiques	Fr.	5 272	5 244	5 645	5 387	4 229	5 040	5 466	6 824
dont culture biologique	Fr.	540	537	659	579	316	388	527	1 088
Para-agriculture, div. prestations brutes	Fr.	53 310	56 925	57 614	55 950	40 693	49 656	65 392	68 114
dont trav. pour des tiers, locat. mach.	Fr.	8 004	8 505	8 810	8 440	6 059	7 061	8 870	11 793
dont vente directe, vinification	Fr.	16 945	19 844	18 589	18 460	12 829	16 092	26 569	18 336

*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations

Annexe

Région de plaine de 2010 à 2012

		Région de plaine				classées selon le revenu du travail			
		2010	2011	2012	2010/12	G1* 2010/12	G2 2010/12	G3 2010/12	G4 2010/12
Exploitations de référence	Nbre	1 358	1 267	1 226	1 284	304	329	329	322
Exploitations représentées	Nbre	21 543	21 358	20 845	21 249	5 317	5 314	5 338	5 279
Coûts réels									
Coûts réels total	Fr.	239 715	246 903	252 955	246 524	217 363	217 772	242 746	308 715
Coûts matériels	Fr.	197 255	202 551	208 270	202 692	178 708	182 810	199 401	250 224
dont coûts matériels prod. végétale	Fr.	22 572	22 427	22 802	22 600	16 335	18 905	22 596	32 643
dont engrais	Fr.	4 663	4 744	4 979	4 796	3 495	3 966	4 773	6 964
dont protection phytosanitaire	Fr.	4 980	5 054	5 060	5 031	3 440	3 867	5 130	7 707
dont coûts matériels prod. animale	Fr.	64 711	65 563	65 074	65 116	58 401	55 480	61 128	85 629
dont aliments pour animaux	Fr.	31 822	32 744	32 049	32 205	28 332	27 553	28 291	44 751
dont achats d'animaux	Fr.	20 403	20 351	20 072	20 275	17 393	15 872	20 861	27 029
dont coûts de structure mat. (c.d.str.1)	Fr.	103 916	107 382	111 881	107 726	98 357	101 684	106 499	124 489
dont trav.p.des tiers, loc.de machines	Fr.	14 883	15 365	15 869	15 372	12 852	14 275	15 271	19 120
dont machines et outils	Fr.	29 499	30 834	32 217	30 850	27 624	28 223	30 706	36 895
dont réparations, petit outillage	Fr.	11 883	12 214	12 461	12 186	11 005	11 687	11 886	14 183
dont amortissements	Fr.	13 226	13 617	14 365	13 736	12 317	12 171	13 852	16 625
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	34 199	35 145	37 475	35 606	33 454	34 439	34 399	40 162
dont réparations, entretien	Fr.	11 324	12 037	12 484	11 948	10 089	11 054	12 467	14 190
dont amortissements	Fr.	21 057	21 199	23 025	21 760	21 543	21 455	20 058	24 004
dont coûts généraux	Fr.	17 857	18 697	19 194	18 583	17 429	17 781	18 538	20 600
dont assurance accid./RC/mobilière	Fr.	4 367	4 501	4 662	4 510	4 161	4 363	4 566	4 954
dont énergie électrique	Fr.	3 842	3 985	4 111	3 979	3 889	3 945	3 728	4 360
Coûts de structure 2	Fr.	42 460	44 353	44 685	43 832	38 655	34 962	43 345	58 491
Coûts de la main-d'œuvre salariée	Fr.	24 797	26 714	27 227	26 246	22 534	20 235	26 371	35 933
Fermeage/location	Fr.	9 670	9 913	9 740	9 774	7 404	7 616	10 067	14 035
Intérêts des dettes	Fr.	8 080	7 799	7 899	7 926	8 763	7 139	7 085	8 726
Autres charges/produits financiers	Fr.	-87	-74	-180	-114	-45	-29	-179	-202
Résultats de l'exploitation									
Revenu social	Fr.	107 087	116 012	110 694	111 265	53 474	88 312	123 557	180 179
Revenu agricole	Fr.	64 627	71 660	66 009	67 432	14 819	53 350	80 212	121 688
Intérêt calculé du capital propre de l'expl.	Fr.	8 610	7 821	3 496	6 642	5 533	6 229	6 975	7 841
Prétention de salaire de la MO familiale	Fr.	85 371	85 044	86 986	85 800	85 616	92 246	88 533	76 747
Bénéfice/perte calculé(e)	Fr.	-29 354	-21 205	-24 473	-25 011	-76 330	-45 125	-15 296	37 100
Rendement net	Fr.	-12 751	-5 659	-13 258	-10 556	-62 079	-31 786	-1 414	53 464
Rente des fonds propres	Fr.	-20 744	-13 384	-20 977	-18 368	-70 797	-38 896	-8 321	44 941
Revenu du travail de la MO familiale	Fr.	56 017	63 839	62 513	60 790	9 286	47 121	73 237	113 847
Revenu du travail par UTAF/UTAF	Fr./UTAF	48 458	55 696	53 747	52 634	8 048	37 957	61 403	110 266
Relation revenu social/facteurs utilisés									
Revenu social par main-d'œuvre/UTA	Fr./UTA	61 347	65 555	61 073	62 658	31 370	50 903	68 212	97 237
Revenu social par ha SAU/ha SAU	Fr./ha SAU	4 831	5 218	4 821	4 957	3 009	4 425	5 482	6 092
Relation Revenu social/Actifs de l'expl.	%	11.5	12.2	11.1	11.6	6.0	9.9	13.1	16.2
Rentabilité									
Rentabilité des fonds propres	%	-4.0	-2.5	-4.0	-3.5	-16.1	-7.8	-1.5	7.3
Rentabilité du capital total	%	-1.4	-0.6	-1.3	-1.1	-7.0	-3.6	-0.2	4.8
Revenu extra-agricole	Fr.	25 016	26 007	26 840	25 954	34 866	26 753	20 473	21 710
Résultats entreprise/privé									
Revenu total	Fr.	89 643	97 666	92 849	93 386	49 685	80 103	100 686	143 397
Consommation privée de la famille	Fr.	78 841	79 382	79 213	79 145	67 815	73 287	80 917	94 656
Formation de fonds propres	Fr.	10 802	18 284	13 636	14 241	-18 130	6 816	19 768	48 742
Mouvement financier av. le compte privé	Fr.	3 881	5 009	5 079	4 656	23 262	4 509	319	-9 552
Modification des fonds propres	Fr.	14 682	23 294	18 715	18 897	5 132	11 325	20 088	39 189
Paramètres du bilan									
Liquidité degré 2	%	613	558	616	596	394	702	696	713
Degré de financement étranger	%	43	44	46	44	50	43	41	44
Degré de couverture des immobilisations	%	120	120	120	120	116	121	123	121
Tableau de financement TNG									
ESO après intérêts financiers	Fr.	89 659	94 184	92 820	92 221	39 940	75 504	104 754	149 071
Cash-flow monétaire	Fr.	50 690	55 569	53 513	53 257	19 179	42 943	58 321	92 876
Excédent/manque monétaire	Fr.	-3 960	-8 429	-18 973	-10 454	-51 266	-15 200	9 840	14 930
Variation de la trésorerie nette globale	Fr.	1 526	6 519	7 386	5 144	-6 488	4 367	8 425	14 336
Rapport cash-flow/investissements	%	93	87	74	84	29	76	123	121

*G1: Moyenne des 25 % meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25 % plus mauvaises exploitations

Annexe

		Région des collines				classées selon le revenu du travail			
		2010	2011	2012	2010/12	G1*	G2	G3	G4
Exploitations de référence	Nbre	998	965	941	968	192	238	269	269
Exploitations représentées	Nbre	12972	12781	12574	12776	3197	3195	3192	3192
Structure de l'exploitation									
Main-d'œuvre de l'exploitation	UTA	1.58	1.63	1.62	1.61	1.39	1.60	1.67	1.77
dont main-d'œuvre familiale	UTAF	1.21	1.22	1.21	1.21	1.09	1.29	1.30	1.18
Surface agricole utile	ha	19.71	20.07	20.45	20.07	14.58	17.78	20.90	27.05
dont terres ouvertes	ha	3.12	3.06	3.23	3.14	2.00	2.51	3.17	4.87
dont surface herbagère	ha	16.24	16.65	16.88	16.59	12.39	15.03	17.31	21.64
dont cultures spéciales	ha	0.17	0.19	0.17	0.18	0.09	0.11	0.22	0.28
Surface de l'exploitation en fermage	ha	8.70	8.69	8.88	8.76	5.46	7.50	8.80	13.27
Part des exploitations en fermage	%	8.9	9.0	8.2	8.7	7.5	9.0	8.1	10.3
Cheptels vifs moyens en propriété									
Vaches	Têtes	16.7	17.1	17.1	17.0	11.9	15.6	18.5	21.8
Porcs d'élevage	Têtes	2.8	2.2	2.3	2.4	3.0	1.7	2.1	2.9
Porcs à l'engrais	Têtes	12.3	14.0	13.8	13.4	7.5	8.6	14.3	23.2
Cheptel vif total	UGB	27.9	28.7	28.8	28.5	20.2	24.8	29.8	39.1
dont bovins	UGB	22.5	22.9	23.1	22.9	16.0	20.9	24.5	30.0
dont divers animaux consom. du FG	UGB	1.1	1.1	1.1	1.1	1.6	1.1	0.9	0.8
dont porcs	UGB	3.4	3.4	3.4	3.4	2.5	2.2	3.4	5.4
Intensité									
Charge en bétail	UGB/ha SAU	1.40	1.42	1.41	1.41	1.40	1.37	1.40	1.45
Surface fourr. princip. par UGBFG	a/UGBFG	75	75	74	75	75	74	75	75
Surface par main-d'œuvre	ha SAU/UTA	12.49	12.33	12.62	12.48	10.49	11.12	12.50	15.28
Bilan de clôture									
Actif total	Fr.	831 520	873 677	881 742	862 313	727 081	754 042	869 536	1 098 944
Actifs de l'exploitation	Fr.	787 205	826 916	829 780	814 634	693 388	702 036	821 273	1 042 185
Actifs circulants	Fr.	106 775	114 579	114 339	111 898	85 956	99 045	113 422	149 236
Actif animal	Fr.	62 000	62 285	63 890	62 725	47 105	55 672	66 208	81 949
Immobilisations	Fr.	618 430	650 052	651 551	640 011	560 326	547 318	641 643	811 000
dont immob. corporelles meubles	Fr.	67 537	69 926	70 437	69 300	61 323	57 476	69 029	89 402
dont machines et outils	Fr.	60 535	62 198	62 642	61 791	54 206	50 886	60 895	81 204
dont immob. corporelles immeubles	Fr.	545 964	574 831	575 497	565 431	494 610	485 556	567 287	714 484
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	441 070	458 122	458 249	452 480	411 272	400 138	450 246	548 376
dont sols	Fr.	98 078	109 482	110 606	106 056	78 355	79 195	108 261	158 506
Actifs hors exploitation	Fr.	44 315	46 761	51 962	47 679	33 694	52 007	48 263	56 759
Passif total	Fr.	831 520	873 677	881 742	862 313	727 081	754 042	869 536	1 098 944
Capital étranger à court terme	Fr.	19 974	18 598	19 557	19 376	18 127	13 569	15 702	30 113
Capital étranger à moyen et long terme	Fr.	367 310	383 386	391 997	380 898	343 614	332 527	351 046	496 527
dont crédit d'investissement	Fr.	57 114	59 681	60 102	58 966	49 019	49 884	58 056	78 937
dont crédit hypothécaire	Fr.	210 166	220 404	223 286	217 952	207 205	196 807	186 010	281 839
Capital propre total	Fr.	444 237	471 693	470 188	462 039	365 341	407 946	502 789	572 305
dont capital propre de l'exploitation	Fr.	415 016	439 599	435 837	430 151	345 003	372 132	466 224	537 466
Prestation brute									
Prestation brute totale	Fr.	234 042	245 734	244 110	241 295	155 071	195 357	246 544	368 404
Prestation brute de la prod. agricole.	Fr.	138 610	144 824	144 098	142 511	88 225	110 498	145 895	225 548
Production végétale	Fr.	17 727	20 697	16 734	18 386	9 497	12 519	18 403	33 152
dont céréales, pdt., bett. sucrières	Fr.	4 430	5 368	4 739	4 846	2 657	3 509	5 062	8 162
dont cultures spéciales	Fr.	7 622	8 514	5 809	7 315	1 959	4 059	7 743	15 517
Production animale	Fr.	120 883	124 127	127 364	124 124	78 727	97 980	127 491	192 395
dont production bovine	Fr.	86 880	90 322	93 593	90 265	59 190	77 812	93 986	130 138
dont lait, produits laitiers	Fr.	56 459	57 419	58 541	57 473	32 962	50 140	60 271	86 566
dont production porcine	Fr.	21 978	20 509	21 634	21 374	15 234	13 874	21 455	34 945
Paiements directs	Fr.	58 886	60 100	61 651	60 212	43 500	53 636	63 209	80 544
dont contribution à la surface	Fr.	22 333	22 531	22 629	22 498	16 085	19 929	23 541	30 452
dont animaux consommant des FG	Fr.	11 535	11 786	11 895	11 738	9 089	10 628	12 445	14 798
dont garde d'anim. ds des cond. diffic.	Fr.	8 333	8 579	8 723	8 545	6 384	8 074	9 126	10 601
dont compensation écologique	Fr.	2 486	2 629	2 752	2 623	1 961	2 366	2 761	3 403
dont contributions éthologiques	Fr.	5 742	5 879	6 092	5 904	3 849	4 768	6 009	8 996
dont culture biologique	Fr.	537	477	590	535	325	375	610	829
Para-agriculture, div. prestations brutes	Fr.	36 546	40 810	38 361	38 572	23 347	31 223	37 440	62 313
dont trav. pour des tiers, locat. mach.	Fr.	6 715	6 882	7 091	6 896	3 360	4 986	8 696	10 549
dont vente directe, vinification	Fr.	7 492	11 432	9 279	9 401	2 445	7 215	5 687	22 274

*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations

Annexe

Région des collines de 2010 à 2012

		Région des collines				classées selon le revenu du travail			
		2010	2011	2012	2010/12	G1* 2010/12	G2 2010/12	G3 2010/12	G4 2010/12
Exploitations de référence	Nbre	998	965	941	968	192	238	269	269
Exploitations représentées	Nbre	12972	12781	12574	12776	3197	3195	3192	3192
Coûts réels									
Coûts réels total	Fr.	182475	189687	190801	187655	148744	154292	182190	265490
Coûts matériels	Fr.	156779	162663	163959	161134	128241	133410	159144	223823
dont coûts matériels prod. végétale	Fr.	7113	7250	7037	7134	4708	5675	7579	10580
dont engrais	Fr.	2078	2222	2132	2144	1476	1882	2283	2938
dont protection phytosanitaire	Fr.	1175	1162	1154	1164	664	855	1307	1831
dont coûts matériels prod. animale	Fr.	57754	58486	59601	58613	44563	45058	57312	87553
dont aliments pour animaux	Fr.	28685	29485	28412	28861	21324	22100	28097	43937
dont achats d'animaux	Fr.	14721	15344	17156	15740	11685	10260	14806	26223
dont coûts de structure mat. (c.d.str.1)	Fr.	87234	89995	90983	89404	77504	78614	91436	110095
dont trav.p.des tiers, loc.de machines	Fr.	8539	8688	9016	8748	7125	7613	9372	10886
dont machines et outils	Fr.	26131	26853	27769	26918	22584	23050	27517	34530
dont réparations, petit outillage	Fr.	10621	10719	11000	10780	8981	9563	11033	13547
dont amortissements	Fr.	11865	12058	12234	12053	10574	10253	12220	15167
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	30976	32447	32336	31920	28607	28052	32205	38824
dont réparations, entretien	Fr.	8734	9061	8802	8866	7666	7560	8957	11283
dont amortissements	Fr.	20241	21210	21396	20949	18975	18454	20990	25384
dont coûts généraux	Fr.	14256	14768	14965	14663	12645	13268	14917	17829
dont assurance accid./RC/mobilière	Fr.	3801	3996	4026	3941	3464	3645	4067	4589
dont énergie électrique	Fr.	3899	4072	3979	3983	3388	3641	4044	4862
Coûts de structure 2	Fr.	25696	27024	26842	26521	20503	20882	23046	41667
Coûts de la main-d'œuvre salariée	Fr.	12629	14063	14193	13629	10340	10316	11631	22235
Fermage/location	Fr.	5929	6084	6035	6016	3484	4759	5588	10240
Intérêts des dettes	Fr.	7217	6992	6668	6959	6644	5931	6005	9259
Autres charges/produits financiers	Fr.	-80	-116	-55	-84	34	-123	-178	-67
Résultats de l'exploitation									
Revenu social	Fr.	77263	83070	80151	80161	26831	61948	87401	144581
Revenu agricole	Fr.	51567	56046	53309	53641	6328	41065	64355	102914
Intérêt calculé du capital propre de l'expl.	Fr.	6848	6506	2877	5410	4408	4640	5893	6703
Prétention de salaire de la MO familiale	Fr.	81550	82020	81769	81780	73466	86854	87439	79371
Bénéfice/perte calculé(e)	Fr.	-36831	-32480	-31336	-33549	-71547	-50428	-28977	16841
Rendement net	Fr.	-22846	-19097	-21845	-21263	-60460	-39980	-17258	32735
Rente des fonds propres	Fr.	-29984	-25974	-28459	-28139	-67138	-45789	-23084	23544
Revenu du travail de la MO familiale	Fr.	44719	49540	50433	48231	1919	36425	58462	96212
Revenu du travail par UTAF/UTAF	Fr./UTAF	37025	40444	41628	39699	1655	28222	45027	81650
Relation revenu social/facteurs utilisés									
Revenu social par main-d'œuvre/UTA	Fr./UTA	48972	51048	49461	49827	19280	38698	52256	81531
Revenu social par ha SAU/ha SAU	Fr./ha SAU	3920	4140	3920	3993	1839	3481	4181	5349
Relation Revenu social/Actifs de l'expl.	%	9.8	10.0	9.7	9.8	3.9	8.8	10.6	13.9
Rentabilité									
Rentabilité des fonds propres	%	-7.2	-5.9	-6.5	-6.6	-19.5	-12.3	-5.0	4.4
Rentabilité du capital total	%	-2.9	-2.3	-2.6	-2.6	-8.7	-5.7	-2.1	3.1
Revenu extra-agricole	Fr.	27748	27818	26911	27492	44363	25754	20371	19453
Résultats entreprise/privé									
Revenu total	Fr.	79314	83864	80220	81133	50691	66820	84726	122367
Consommation privée de la famille	Fr.	68296	70310	69240	69282	59198	61280	70065	86610
Formation de fonds propres	Fr.	11019	13554	10980	11851	-8507	5539	14661	35758
Mouvement financier av. le compte privé	Fr.	876	-90	-801	-5	5960	446	-2516	-3927
Modification des fonds propres	Fr.	11895	13465	10180	11846	-2546	5986	12144	31831
Paramètres du bilan									
Liquidité degré 2	%	552	638	613	601	499	822	794	470
Degré de financement étranger	%	47	46	47	46	50	46	42	48
Degré de couverture des immobilisations	%	117	117	117	117	115	120	119	116
Tableau de financement TNG									
ESO après intérêts financiers	Fr.	75217	79326	78459	77668	30991	61962	87737	130082
Cash-flow monétaire	Fr.	47279	49598	47736	48204	26691	37337	50832	78011
Excédent/manque monétaire	Fr.	-2677	-5647	-1939	-3421	-17245	-6870	2892	7576
Variation de la trésorerie nette globale	Fr.	700	5034	5356	3697	1386	205	4712	8494
Rapport cash-flow/investissements	%	95	90	96	94	61	91	107	112

*G1: Moyenne des 25 % meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25 % plus mauvaises exploitations

Annexe

		Région de montagne				classées selon le revenu du travail			
		2010	2011	2012	2010/12	G1* 2010/12	G2 2010/12	G3 2010/12	G4 2010/12
Exploitations de référence	Nbre	846	828	784	819	154	204	228	233
Exploitations représentées	Nbre	12 651	12 738	12 592	12 660	3 172	3 164	3 170	3 155
Structure de l'exploitation									
Main-d'œuvre de l'exploitation	UTA	1.59	1.55	1.56	1.57	1.38	1.62	1.60	1.68
dont main-d'œuvre familiale	UTAF	1.33	1.30	1.29	1.31	1.20	1.41	1.35	1.26
Surface agricole utile	ha	20.55	20.90	21.21	20.89	13.70	17.39	22.08	30.44
dont terres ouvertes	ha	0.16	0.19	0.17	0.17	0.03	0.06	0.20	0.40
dont surface herbagère	ha	20.12	20.44	20.76	20.44	13.51	17.12	21.61	29.57
dont cultures spéciales	ha	0.06	0.06	0.05	0.05	0.05	0.08	0.05	0.04
Surface de l'exploitation en fermage	ha	9.09	9.38	9.46	9.31	6.20	7.80	9.52	13.73
Part des exploitations en fermage	%	5.2	5.2	3.7	4.7	5.4	3.9	4.9	4.6
Cheptels vifs moyens en propriété									
Vaches	Têtes	13.4	13.4	13.2	13.4	8.2	11.6	14.6	19.2
Porcs d'élevage	Têtes	0.7	0.7	0.5	0.6	0.4	0.5	1.0	0.5
Porcs à l'engrais	Têtes	2.4	3.2	3.4	3.0	1.0	1.8	4.9	4.3
Cheptel vif total	UGB	22.1	22.0	21.7	21.9	15.3	18.4	23.1	30.9
dont bovins	UGB	19.2	18.9	18.6	18.9	11.4	16.5	20.6	27.1
dont divers animaux consom. du FG	UGB	1.8	2.0	2.0	1.9	3.5	1.2	1.0	2.0
dont porcs	UGB	0.7	0.9	0.8	0.8	0.4	0.6	1.3	1.0
Intensité									
Charge en bétail	UGB/ha SAU	0.98	0.97	0.97	0.97	1.01	0.97	0.97	0.97
Surface fourr. princip. par UGBFG	a/UGBFG	111	113	112	112	105	110	114	115
Surface par main-d'œuvre	ha SAU/UTA	12.96	13.45	13.57	13.32	9.92	10.76	13.84	18.14
Bilan de clôture									
Actif total	Fr.	7 185 585	7 285 264	7 494 799	7 321 196	6 015 546	6 392 258	7 362 264	9 526 683
Actifs de l'exploitation	Fr.	6 799 935	6 852 237	7 006 674	6 886 615	5 732 291	5 939 987	6 884 417	8 996 670
Actifs circulants	Fr.	85 961	92 690	91 685	90 112	62 710	75 237	91 197	131 490
Actif animal	Fr.	52 678	52 813	53 262	52 917	35 773	45 482	56 481	74 033
Immobilisations	Fr.	5 412 296	5 397 335	5 557 277	5 458 586	4 748 808	4 732 268	5 407 739	6 941 147
dont immob. corporelles meubles	Fr.	725 151	751 155	78 570	75 413	70 883	62 474	70 004	98 383
dont machines et outils	Fr.	65 333	67 862	71 261	68 152	63 677	56 331	62 581	90 107
dont immob. corporelles immeubles	Fr.	465 064	461 596	473 994	466 885	402 545	407 867	466 149	591 503
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	399 519	396 319	409 228	401 689	359 820	354 616	399 561	493 127
dont sols	Fr.	60 882	61 017	60 804	60 901	39 173	49 359	61 283	93 943
Actifs hors exploitation	Fr.	386 511	432 888	488 055	435 811	282 555	452 272	478 477	530 113
Passif total	Fr.	7 185 585	7 285 264	7 494 799	7 321 196	6 015 546	6 392 258	7 362 264	9 526 683
Capital étranger à court terme	Fr.	14 863	12 739	15 239	14 280	13 077	10 934	12 717	20 416
Capital étranger à moyen et long terme	Fr.	295 302	304 414	316 996	305 570	239 493	269 727	306 708	406 838
dont crédit d'investissement	Fr.	63 767	64 252	66 584	64 868	38 875	51 450	67 468	101 847
dont crédit hypothécaire	Fr.	158 199	163 586	168 397	163 394	144 518	142 401	166 337	200 480
Capital propre total	Fr.	4 084 420	4 113 373	4 172 244	4 123 346	3 489 976	3 585 597	4 168 339	5 254 229
dont capital propre de l'exploitation	Fr.	3 819 255	3 834 559	3 878 022	3 843 395	3 326 600	3 305 565	3 828 897	4 919 455
Prestation brute									
Prestation brute totale	Fr.	1 745 501	1 755 510	1 773 360	1 757 900	1 061 138	1 468 802	1 858 874	2 647 599
Prestation brute de la prod. agricole.	Fr.	786 665	791 149	797 377	791 184	437 399	643 577	859 244	1 229 916
Production végétale	Fr.	6 369	5 416	4 102	5 296	2 563	4 855	5 370	8 409
dont céréales, pdt., bett. sucrières	Fr.	94	133	115	114	14	43	132	268
dont cultures spéciales	Fr.	2 773	1 457	1 030	1 753	1 039	2 184	1 300	2 495
Production animale	Fr.	72 296	73 734	75 636	73 888	41 175	59 502	80 554	114 507
dont production bovine	Fr.	62 419	63 222	64 479	63 373	34 637	53 740	69 438	95 831
dont lait, produits laitiers	Fr.	32 247	31 786	31 839	31 958	14 270	24 468	34 855	54 341
dont production porcine	Fr.	4 622	5 267	5 374	5 088	2 142	3 609	8 054	6 551
Paiements directs	Fr.	68 544	69 506	71 183	69 744	47 622	59 963	74 438	97 080
dont contribution à la surface	Fr.	21 195	21 597	21 441	21 411	14 034	18 024	22 918	30 711
dont animaux consommant des FG	Fr.	11 490	11 543	11 837	11 623	8 349	10 115	12 194	15 855
dont garde d'anim. ds des cond. diffic.	Fr.	17 434	17 533	18 084	17 684	12 787	15 509	18 637	23 832
dont compensation écologique	Fr.	1 660	1 658	1 778	1 699	1 098	1 527	1 817	2 357
dont contributions éthologiques	Fr.	4 169	4 228	4 402	4 266	2 592	3 194	4 489	6 801
dont culture biologique	Fr.	1 105	1 111	1 211	1 143	546	932	1 230	1 866
Para-agriculture, div. prestations brutes	Fr.	27 292	26 855	26 439	26 862	14 778	22 482	25 512	44 763
dont trav. pour des tiers, locat. mach.	Fr.	4 573	4 357	5 291	4 741	2 527	3 020	4 460	8 974
dont vente directe, vinification	Fr.	5 023	4 809	4 156	4 663	2 550	4 253	3 359	8 508

*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations

Annexe

Région de montagne de 2010 à 2012

		Région de montagne				classées selon le revenu du travail			
		2010	2011	2012	2010/12	G1* 2010/12	G2 2010/12	G3 2010/12	G4 2010/12
Exploitations de référence	Nbre	846	828	784	819	154	204	228	233
Exploitations représentées	Nbre	12 651	12 738	12 592	12 660	3 172	3 164	3 170	3 155
Coûts réels									
Coûts réels total	Fr.	131 697	133 028	135 370	133 365	105 076	116 505	134 961	177 115
Coûts matériels	Fr.	114 998	116 517	118 394	116 636	92 380	102 950	118 625	152 753
dont coûts matériels prod. végétale	Fr.	2 151	1 868	1 860	1 959	1 017	1 476	2 062	3 287
dont engrais	Fr.	813	853	808	825	387	511	902	1 502
dont protection phytosanitaire	Fr.	166	138	115	140	101	99	130	229
dont coûts matériels prod. animale	Fr.	37 303	38 049	38 192	37 848	27 494	33 693	40 133	50 130
dont aliments pour animaux	Fr.	17 739	17 948	17 736	17 808	12 146	15 108	19 350	24 657
dont achats d'animaux	Fr.	7 173	8 144	8 076	7 798	5 192	7 297	8 134	10 581
dont coûts de structure mat. (c.d.str.1)	Fr.	73 018	74 232	76 094	74 448	63 050	65 471	74 879	94 478
dont trav.p.des tiers, loc.de machines	Fr.	3 777	4 004	4 375	4 052	2 933	3 640	4 085	5 557
dont machines et outils	Fr.	25 410	25 830	27 254	26 165	22 366	22 641	26 151	33 534
dont réparations, petit outillage	Fr.	9 788	9 689	10 103	9 860	8 333	8 773	10 164	12 181
dont amortissements	Fr.	12 440	12 492	13 151	12 694	11 104	10 902	12 472	16 315
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	24 373	24 907	25 060	24 780	20 618	21 566	24 939	32 028
dont réparations, entretien	Fr.	6 380	6 891	6 483	6 584	5 453	5 493	6 149	9 253
dont amortissements	Fr.	15 883	15 908	16 421	16 071	13 182	13 993	16 703	20 422
dont coûts généraux	Fr.	12 629	12 657	13 103	12 796	11 557	11 689	12 533	15 419
dont assurance accid./RC/mobilière	Fr.	3 621	3 663	3 778	3 687	3 406	3 518	3 662	4 165
dont énergie électrique	Fr.	3 092	3 157	3 130	3 126	2 835	2 873	3 022	3 778
Coûts de structure 2	Fr.	16 699	16 510	16 976	16 728	12 695	13 555	16 336	24 362
Coûts de la main-d'œuvre salariée	Fr.	7 635	7 724	8 404	7 921	5 339	6 133	7 293	12 941
Fermeage/location	Fr.	3 929	3 891	3 839	3 886	2 820	3 087	4 103	5 543
Intérêts des dettes	Fr.	5 136	4 942	4 736	4 938	4 471	4 353	4 971	5 962
Autres charges/produits financiers	Fr.	-1	-48	-2	-17	65	-17	-31	-85
Résultats de l'exploitation									
Revenu social	Fr.	59 503	58 993	58 965	59 154	13 758	43 852	67 249	112 006
Revenu agricole	Fr.	42 804	42 483	41 989	42 425	1 062	30 297	50 913	87 644
Intérêt calculé du capital propre de l'expl.	Fr.	6 302	5 675	2 559	4 845	4 154	4 222	4 828	6 183
Prétention de salaire de la MO familiale	Fr.	83 834	81 242	81 168	82 082	75 226	88 896	84 981	79 226
Bénéfice/perte calculé(e)	Fr.	-47 332	-44 435	-41 739	-44 502	-78 318	-62 822	-38 896	2 235
Rendement net	Fr.	-35 895	-33 865	-34 445	-34 735	-69 628	-54 264	-29 128	14 296
Rente des fonds propres	Fr.	-41 030	-38 760	-39 179	-39 656	-74 164	-58 599	-34 068	8 418
Revenu du travail de la MO familiale	Fr.	36 502	36 807	39 430	37 580	-3 091	26 074	46 085	81 461
Revenu du travail par UTAF/UTAF	Fr./UTAF	27 377	28 355	30 644	28 792	-2 583	18 467	34 103	64 679
Relation revenu social/facteurs utilisés									
Revenu social par main-d'œuvre/UTA	Fr./UTA	37 508	37 957	37 721	37 729	9 965	27 105	42 154	66 779
Revenu social par ha SAU/ha SAU	Fr./ha SAU	2 895	2 823	2 780	2 832	1 002	2 523	3 046	3 683
Relation Revenu social/Actifs de l'expl.	%	8.8	8.6	8.4	8.6	2.4	7.4	9.8	12.5
Rentabilité									
Rentabilité des fonds propres	%	-10.7	-10.1	-10.1	-10.3	-22.3	-17.7	-8.9	1.7
Rentabilité du capital total	%	-5.3	-4.9	-4.9	-5.0	-12.1	-9.1	-4.2	1.6
Revenu extra-agricole	Fr.	27 032	26 876	26 520	26 810	40 155	24 573	21 260	21 213
Résultats entreprise/privé									
Revenu total	Fr.	69 837	69 359	68 509	69 235	41 217	54 870	72 173	108 857
Consommation privée de la famille	Fr.	61 990	61 735	59 591	61 105	51 373	54 300	62 521	76 293
Formation de fonds propres	Fr.	7 847	7 624	8 918	8 130	-10 156	570	9 652	32 565
Mouvement financier av. le compte privé	Fr.	1 153	6 036	6 882	4 690	14 001	2 255	3 014	-536
Modification des fonds propres	Fr.	9 000	13 660	15 800	12 820	3 845	2 825	12 666	32 028
Paramètres du bilan									
Liquidité degré 2	%	610	767	645	674	501	768	795	685
Degré de financement étranger	%	43	44	44	44	42	44	43	45
Degré de couverture des immobilisations	%	116	117	116	116	112	117	117	118
Tableau de financement TNG									
ESO après intérêts financiers	Fr.	62 712	62 480	64 590	63 261	21 953	48 033	72 102	111 178
Cash-flow monétaire	Fr.	39 225	39 323	41 190	39 913	19 620	28 219	42 019	69 927
Excédent/manque monétaire	Fr.	-3 454	-7 105	-6 458	-5 673	-18 907	-5 083	-328	1 682
Variation de la trésorerie nette globale	Fr.	3 558	9 035	3 455	5 349	-2 009	1 546	8 550	13 350
Rapport cash-flow/investissements	%	92	85	86	88	51	86	102	103

*G1: Moyenne des 25 % meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25 % plus mauvaises exploitations

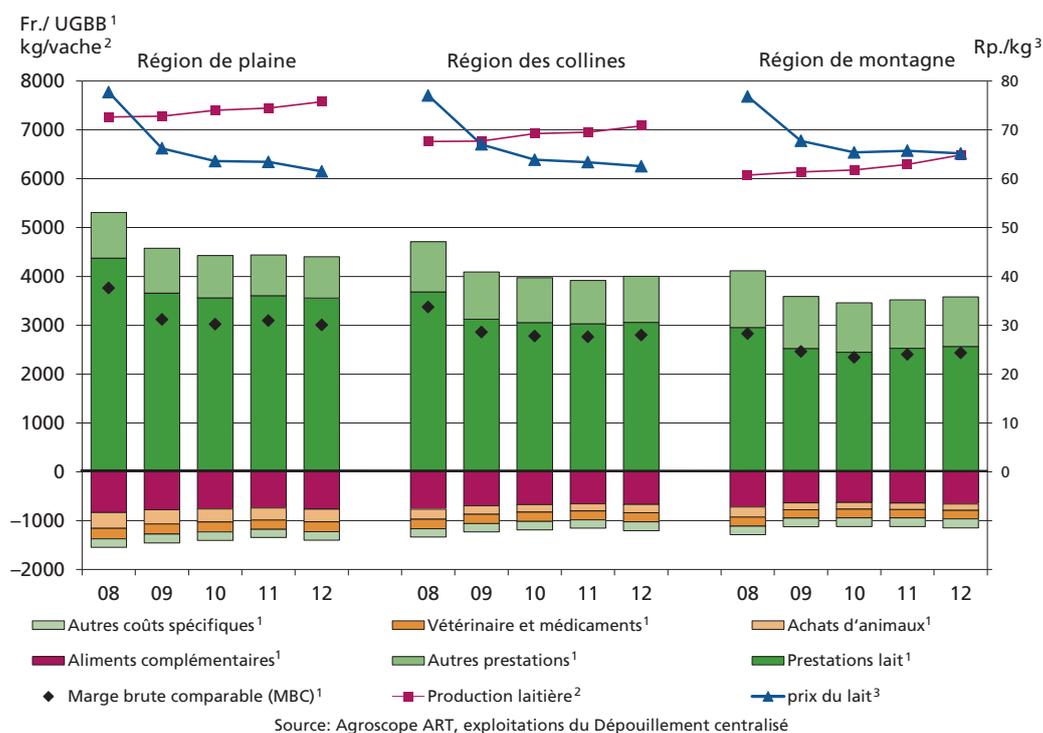


Fig. 16: Branche de production vaches laitières et élevage (PER sans Bio) de 2008 à 2012

Branche de production Vaches laitières et élevage (PER sans Bio)

Le calcul des marges brutes tient compte des prestations et des coûts directement attribuables à une branche de production. Le présent rapport étudie la branche de production «Vaches laitières et élevage (PER)» (fig. 16). Les valeurs monétaires de la branche de production Vaches laitières et élevage se réfèrent à une unité gros bétail bovin (UGBB). Pour l'interprétation, il faut savoir que les coûts de structure comme le travail et les machines n'ont pas été pris en compte.

Les résultats diffèrent entre la région de plaine, la région des collines et la région de montagne. Les prestations et les coûts par UGBB diminuent avec l'altitude. Comme la production laitière par vache, de même que la part de vaches dans l'effectif bovin, diminue avec l'altitude, la part représentée par la prestation du lait dans la prestation totale diminue elle aussi. C'est la raison pour laquelle les variations du prix du lait ont un impact moindre sur la prestation totale en région de montagne qu'en région de plaine. Inversement, l'influence du prix de la viande et du prix du bétail de rente est plus importante en région de montagne. Les coûts des aliments pour animaux représentent plus de 50% des coûts spécifiques. Les achats d'animaux, les frais de vétérinaires et de médicaments, ainsi que les autres coûts se répartissent uniformément sur le reste des coûts spécifiques, à noter que les achats d'animaux sont un peu plus importants en région de plaine.

Dans la figure 16, la période observée débute par l'excellente année 2008, pour laquelle le prix moyen du lait dans les exploitations de référence se situait à près de 80 centimes le kilogramme. Après le net recul enregistré en 2009, le prix du lait a continué à baisser et s'élève à 60 centimes en région de plaine en 2012. Durant cette période, la pres-

tation monétaire du lait est parvenue à se maintenir grâce à l'augmentation du rendement laitier (kg/vache). Le recul de la prestation totale du lait est plus important en région de plaine que dans la région de collines et dans la région de montagne. La prestation des ventes d'animaux n'a pratiquement pas évolué depuis 2009. Les coûts spécifiques n'ont quasiment pas varié non plus depuis 2009; ils ont baissé légèrement jusqu'en 2011, pour réaugmenter un peu en 2012. Durant l'exercice considéré, la marge brute comparable dans la région des collines et en région de montagne se situe au même niveau qu'en 2009, dans la région de plaine, elle est légèrement en dessous.

Remerciements

Le présent rapport ART est envoyé à tous les abonnés, ainsi qu'à tous les services fiduciaires et les exploitations qui ont mis des données à disposition du Dépouillement centralisé. Ce retour d'informations est une manière pour ART de remercier tous les exploitant(e)s, ainsi que les services fiduciaires pour leur travail.

Publications

Le présent rapport peut faire l'objet d'un abonnement séparé au prix de 10 francs. Le rapport de base présente d'autres résultats du Dépouillement centralisé des données comptables. Il peut aussi faire l'objet d'un abonnement. Il est également disponible gratuitement sur Internet sous www.rapportdebase.ch.

